

## **Projet ORATE 3.4.2**

# **Impacts territoriaux des politiques économiques de l'UE et localisation des activités économiques**

## **Résumé du rapport final**



*Traduction par PhDB consultant des pages 8 à 47 du fichier  
[http://www.espon.eu/mmp/online/website/content/projects/260/722/file\\_2218/fr-3.4.2\\_Dec.2006-full.pdf](http://www.espon.eu/mmp/online/website/content/projects/260/722/file_2218/fr-3.4.2_Dec.2006-full.pdf) téléchargé le 27/10/2007*

Les résumés des rapports finaux ORATE ont été traduits en français  
par Philippe DE BOE (PhDB Consultant)

L'UMS 2414 RIATE  
a financé la traduction du présent résumé.

L'intégralité des rapports finaux peut être consultée sur le site ORATE  
(<http://www.espon.eu>).

# 1 Résumé opérationnel

## Introduction

Dans les débats actuels autour des politiques européennes, dominés par les agendas de Lisbonne / Göteborg, le développement économique régional constitue un thème politique majeur, touchant à deux des principaux objectifs politiques fixés pour l'ensemble du continent: la cohésion et la compétitivité.

Le développement régional est pourtant une question extrêmement complexe, les idées sont très controversées à son sujet, tout particulièrement au niveau régional. Dans ce domaine, le terme de "compétitivité régionale" a acquis un statut spécial, celui de principal cadre de définition des politiques, sans que sa nature et ses déterminants ne soient clairement définis en termes scientifiques.

Dans ce rapport, nous explorons certaines de ces questions, dans le but d'essayer d'arriver à mieux comprendre ce qui anime le développement régional et ses convergences ou divergences sur le territoire européen.

Nous commençons par planter le décor en analysant la géographie économique passée et présente de l'Europe à l'aide de différents indicateurs, afin de bien saisir ce qui se passe réellement sur le terrain. A partir de là nous examinons certaines des pistes - théoriques aussi bien qu'empiriques - qui permettraient d'expliquer cette géographie. Pour finir, nous tentons de clarifier quelque peu l'influence des politiques sur la structure et sur l'évolution des économies régionales, avant d'aborder le domaine des recommandations politiques.

### **1.1 Continuellement changeante mais toujours la même: la géographie économique de l'Europe**

#### **- La croissance du PIB**

En dépit des changements structurels spectaculaires que l'ensemble de l'économie européenne a connus depuis les années 60, sa configuration spatiale reste très fortement caractérisée par une structure centre – périphérie, et même la position structurelle relative des différents types de régions reste très semblable depuis deux ou trois décennies.

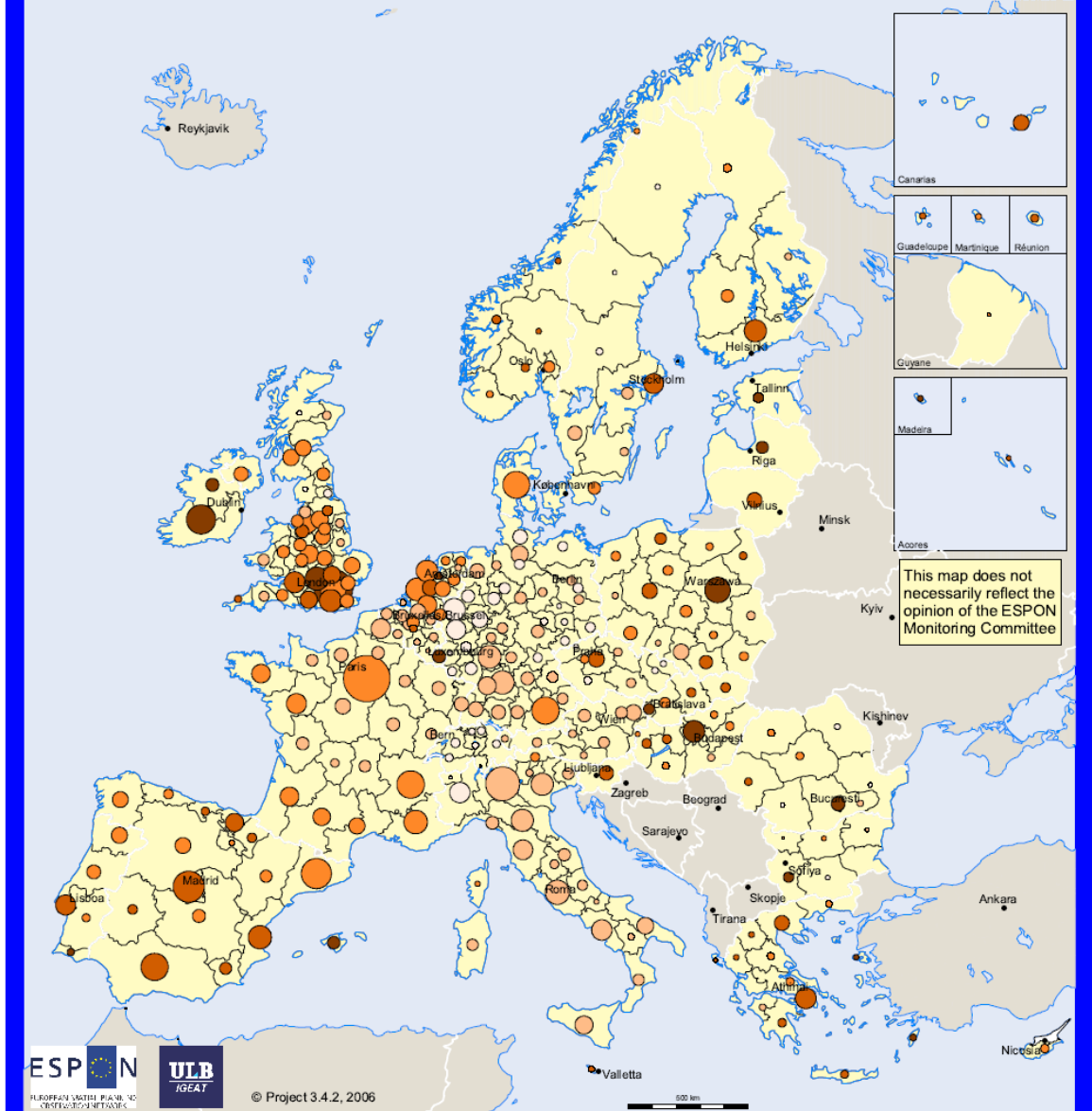
Les régions métropolitaines européennes deviennent de plus en plus des pôles dans le réseau mondial de l'économie de services avancée. La plupart des régions métropolitaines se comportent à présent mieux que le reste de leur économie nationale, à l'inverse de ce qui se passait dans les années 60.

Les aires métropolitaines du pentagone (Londres, Paris, Bruxelles, Amsterdam, Hambourg, Francfort, Munich) profitent beaucoup plus de ce processus que celles qui sont plus périphériques et moins bien intégrées dans les réseaux économiques mondiaux. Les aires métropolitaines périphériques améliorent toutefois aussi leur position par rapport à la moyenne de leur économie nationale.

Le démantèlement de l'économie socialiste au cours des années 90 et le redressement du début de ce siècle ont causé une croissance très rapide des disparités intra-nationales dans les pays de l'Est de l'Europe. Même si dans l'économie planifiée et centralisée les capitales occupaient déjà une position solide en tant que centres de la bureaucratie nationale, cette position s'est encore considérablement renforcée. Les régions occidentales se portent généralement mieux que les régions orientales, surtout dans les pays aux frontières de la "vieille Europe" d'où proviennent les investissements et la demande de sous-traitance motivés par les avantages d'une main-d'œuvre ouvrière qualifiée et bon marché. Les pires situations sont celles des régions d'ancienne industrie lourde et des zones rurales des parties orientales de ces pays.

Figure 1 Croissance du PIB 1995-2002, NUTS2

GDP Growth 1995 - 2002



$$\left( \left[ \frac{\text{GDP 2002}}{\text{GDP 1995}} \right]^{1/7} - 1 \right) * 100$$

	1.196 - 3.427
	3.427 - 4.835
	4.835 - 6.196
	6.196 - 7.761
	7.761 - 12.323
	No data

GDP 2002 - GDP 1995



© EuroGeographics Association for the administrative boundaries  
Origin of data: EU 25 and CC's : Eurostat,  
Norway and Switzerland : National Statistical Offices.

Bulgaria, Norway, Romania and Switzerland only 1998 - 2002

La figure 1 montre la croissance économique au niveau NUTS 2 à la fois en termes absolus et en termes relatifs. Les chiffres absolus soulignent clairement le poids des principaux centres économiques nationaux et de l'Europe centrale dans la croissance totale en Europe. Le taux de croissance met en avant les différences de croissance économique entre pays, par exemple entre l'Allemagne et l'Italie d'une part, et le Royaume-Uni et les pays de l'Est d'autre part.

## 1.2 De la production régionale à la richesse régionale disponible

Le PIB par habitant mesure la production d'une région, ramenée à la population qui y réside, même si ce n'est pas forcément cette population qui fait effectivement le travail ou qui rentre chez elle avec les revenus que génère cette production.

Pour essayer de comprendre le développement régional au sens large, ne nous contentant pas de mesurer seulement le PIB par habitant ou le revenu disponible par ménage, nous avons décidé d'appliquer une méthodologie expérimentale élaborée par Axel Behrens d'Eurostat (Behrens, 2003). Celle-ci consiste à suivre l'algorithme suivant:

- prendre le revenu disponible national net de tous les secteurs (ménages, entreprises, Etat), c.-à-d. le PIB "corrigé"
- en soustraire le total du revenu disponible net des ménages privés et le répartir entre les régions suivant les données disponibles sur la répartition des ménages privés par région
- répartir le reste du revenu disponible national (c.-à-d. la somme Etat et entreprises) entre les régions suivant la population régionale.

En fin de compte nous obtenons une estimation du volume financier qui entre effectivement dans une région (voir la figure 26 [du rapport complet]). La comparaison entre cet indicateur et le PIB classique met en évidence deux grands mécanismes qui conduisent à niveler les différences entre régions:

- les transferts des aires métropolitaines vers les zones environnantes
- les transferts des régions plus riches vers les régions plus pauvres (par exemple de l'ouest vers l'est de l'Allemagne, du nord vers le sud de l'Italie).

Cet indicateur soulève la question de ce qui fait la cohésion territoriale: l'égalisation de la production entre les régions d'Europe ou l'égalisation des flux de richesse matérielle? Cela implique évidemment aussi la possibilité de conflits entre régions qui paient et régions qui reçoivent, même si ces rôles ont changé au cours de l'histoire.

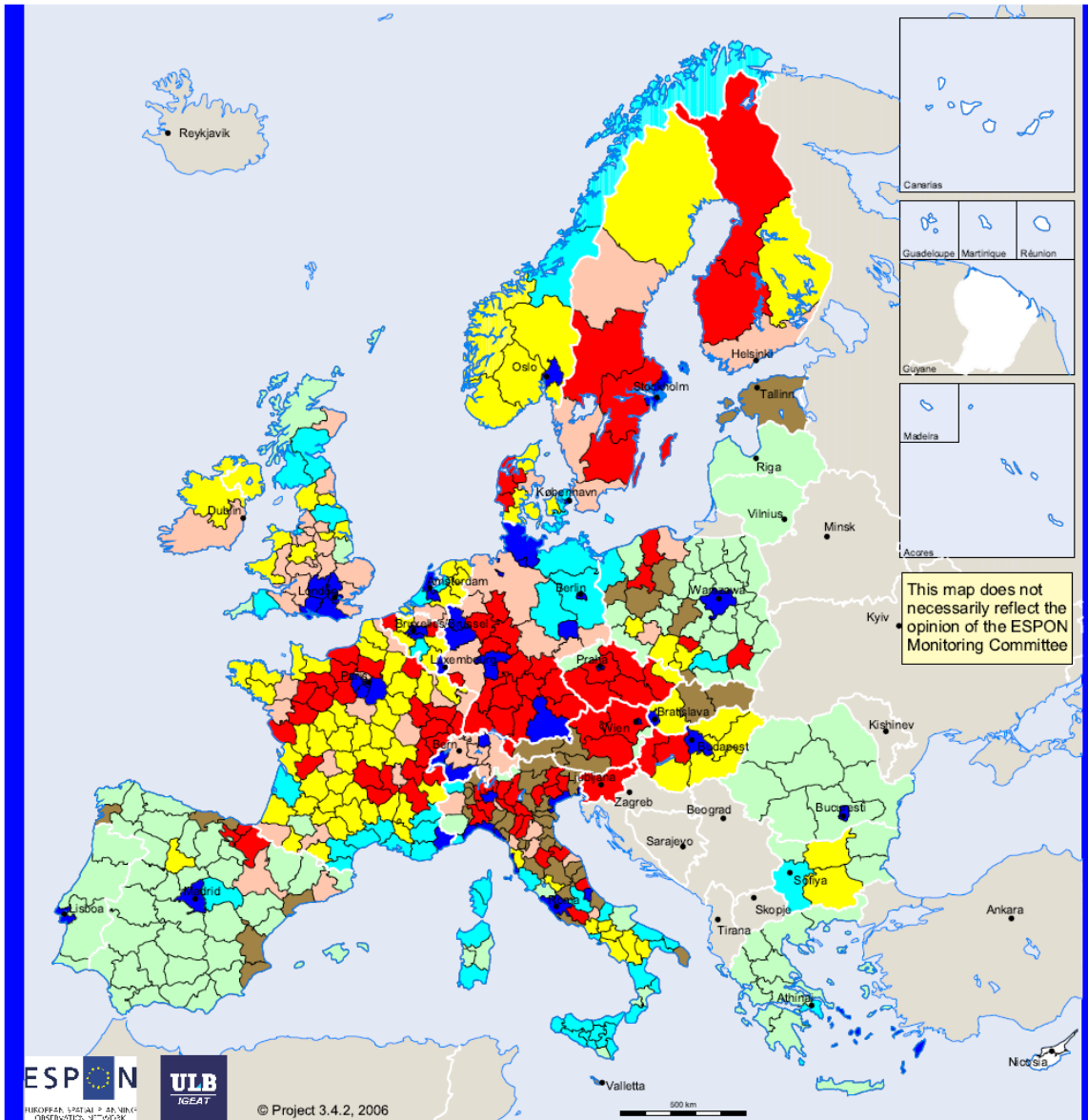
### **1.2.1 Structure sectorielle des régions d'Europe**

Pour comprendre la dynamique régionale et élaborer une approche du développement régional plus différenciée et plus adaptée qu'une politique "à taille unique", nous avons recueilli des données sur les structures sectorielles par région, représentées par la valeur ajoutée répartie en 25 secteurs d'activité économique.

En combinant analyse en composantes principales et groupement hiérarchique, nous avons construit deux typologies, une en 20 types qui donne une vue détaillée des régions d'Europe, et une en 7 types qui pousse plus loin la synthèse des informations. Pour évaluer la signification générale de ces types, nous les avons croisés avec une série d'indicateurs, résumant ainsi leurs "performances" économiques globales, comme on peut le voir dans le tableau [page 7].

**Figure 2 Typologie économique des régions d'Europe en 2002, 7 types**

**Economic typology of European regions in 2002, 7 types**



This map does not necessarily reflect the opinion of the ESPON Monitoring Committee

**7 TYPES**

- 1
- 2
- 3
- 4
- 5
- 6
- 7
- No data

© EuroGeographics Association for the administrative boundaries  
 Origin of data: EU 25, CC's and CH, NO : Eurostat, National Statistical Offices.

TYPE	Type 1	Type 2	Type 3	Type 4	Type 5	Type 6	Type 7	Total
	Services non-marchands, agriculture & industrie légère	Services avancés des AMCE <sup>1</sup> : Finances & Affaires	Industrie de haute ou moyenne technologie	Textile Services marchands aux personnes	Agriculture Services non-marchands Commerce Hôtels & Restaurants Industrie (construction & industrie légère)	Services marchands et non-marchands aux personnes Faiblesse de l'industrie	Neutre Central sans grandes villes	
Proportion du PIB européen (%)	10,7	28,1	17,0	5,0	9,0	8,9	21,1	100
Proportion de la population européenne (%)	12,9	19,0	16,2	5,3	17,9	10,1	18,6	100
PIB/hab. 2002 (UE=100)	83,1	147,9	105,3	94,5	50,5	88,2	113,5	100
Evolution du PIB 2002-1995 (°°)	-6,9	2,0	-6,1	-2,2	6,2	0,0	1,6	
Agriculture, Pêche, Construction (A-B+F)	133	60	99	136	205	112	95	7,7
Industries légères (DA->DD+DI+DN)	135	47	141	169	159	84	99	5,4
Industries technologiques (DK+DL+DM)	84	74	190	77	39	52	115	6,1
Commerce, Hôtels et Restaurants (G-H)	94	97	87	132	133	104	98	14,7
Services aux entreprises financiers et autres (J-K)	73	136	83	79	61	93	97	27,4
Services non-marchands (L-N)	127	88	93	82	101	133	99	17,5
Taux de chômage (chômeurs/pop. active)	107	78	74	117	141	141	76	7,9
Taux d'activité (°)	92,6	104,3	96,9	97,9	101,3	95,4	105,3	100
Solde migratoire 96-99 (‰)	0,6	1,1	1,6	4,5	2,0	0,6	1,7	1,5
Croissance annuelle moyenne de la population	0,93	0,32	0,35	0,66	-0,03	0,11	0,30	0,33
(°) Taux d'activité = (population active + chômeurs)/population totale (UE=100) (°°) comparé à l'évolution moyenne UE								

Le **type 2** (grandes aires métropolitaines), avec les services les plus avancés dans les secteurs des services financiers et autres, représente à lui seul entre un quart et un tiers du PIB européen. Son taux de croissance dépasse la moyenne européenne, son niveau de chômage et son taux de migration lui sont inférieurs de 20 et 30% respectivement.

<sup>1</sup> Aire métropolitaine de croissance européenne (Metropolitan European Growth Area (MEGA) en anglais)

Le **type 7** se localise de façon centrale, quoique en-dehors des aires métropolitaines. Sa structure économique est globalement neutre (très proche de la structure économique moyenne de l'UE), si ce n'est une légère spécialisation en haute ou moyenne technologie, et il représente un cinquième du PIB européen. Avec le type 2, le type 7 constitue le noyau dynamique de l'économie de l'UE.

A côté de ce noyau économique, le **type 3** se caractérise par une spécialisation en haute ou moyenne technologie. Son taux de croissance est inférieur à la moyenne UE. Ces zones dépendent fortement de la conjonction des cycles industriels, et leur structure appelle des activités tertiaires stabilisatrices.

A côté de ce noyau dynamique, le **type 1** occupe une position intermédiaire. Il se caractérise par des spécialisations dans les secteurs agriculture – pêche – construction, industries légères et services non-marchands. Le taux de croissance est clairement inférieur à la moyenne européenne et résulte selon toute probabilité d'une structure économique dépourvue de dynamisme.

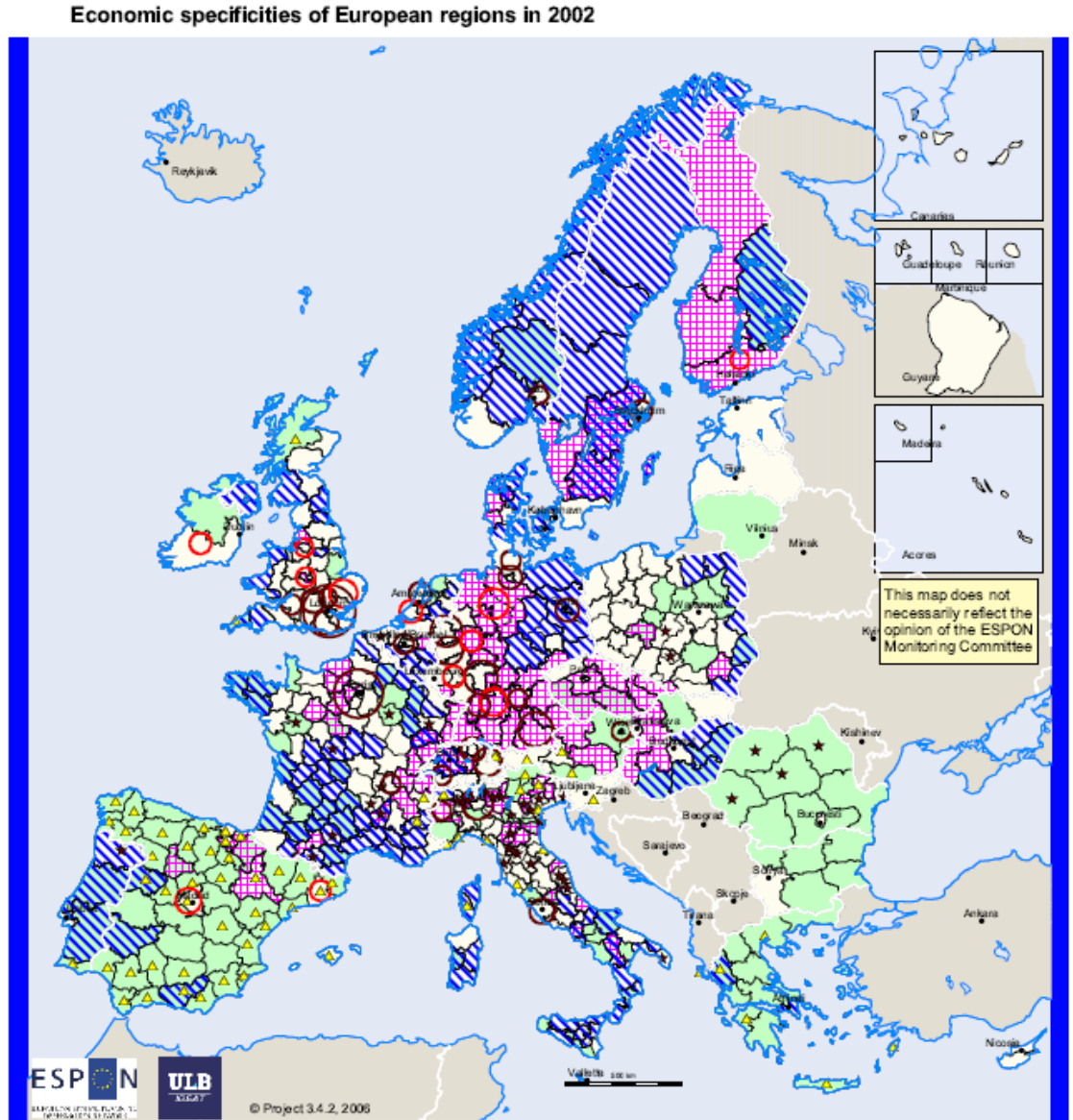
Le **type 5** est un des deux types plus périphériques, caractérisé par une spécialisation marquée dans les secteurs agriculture – pêche – construction, industries légères et tourisme, et par une sous-représentation des industries de haute technologie et des services financiers et autres. Le taux de chômage dépasse de 40% la moyenne européenne mais la croissance du PIB est supérieure, ce qui s'explique très certainement par la présence du secteur touristique à l'ouest et par la restructuration de l'industrie légère à l'est.

Avec le type précédent, le **type 6** est le second type clairement périphérique. Ces zones affichent un taux de croissance du même ordre que la moyenne UE et sont quelque peu spécialisées en agriculture, mais elles se caractérisent surtout par la présence des services non marchands. La distribution géographique est certainement moins homogène, ce type regroupant les zones touristiques méditerranéennes et l'ex-Allemagne de l'Est et même la capitale de la Bulgarie.

Enfin, le **type 4** se caractérise clairement par la prédominance des industries légères (plus particulièrement le textile), de l'agriculture – pêche – construction et de l'horeca. Il affiche un taux de croissance inférieur à la moyenne UE, probablement à cause de l'impact de la mondialisation sur ce type de structure économique.

Afin de donner une image différente basée uniquement sur des données brutes, nous avons également réalisé une carte sur base des secteurs d'activité qui différencient le plus les régions les unes des autres (d'après l'analyse en composantes principales).

Figure 3 Spécialisation économique des régions d'Europe en 2002



Financial and business services (JK)  
Only regions above 15 billions euro of JK added value

Added value (M euro)      Share (%)  
      0 - 30  
      > 30

Non market services (I, M, N, %)

22 - 43.79  
 High technological level industry (DK,DL,DM, %) 8 - 19.14

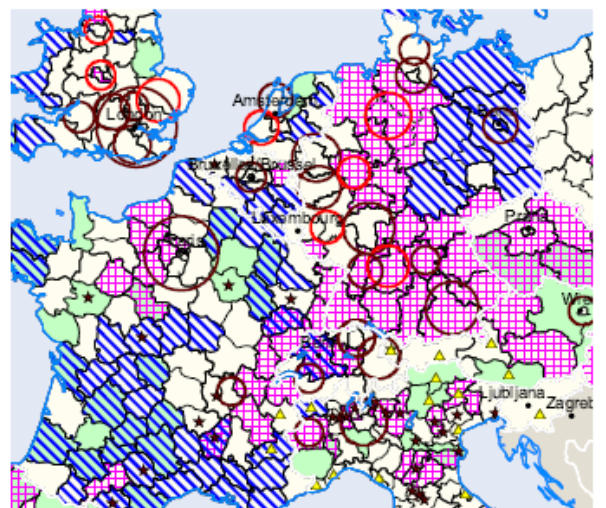
Agriculture and building industry (A,B,F, %)  
 > 12

Catering (%)  
 6 - 25.03

Textile industry (%)

> 3.5  
 Non specific region  
 No data

© EuroGeographics Association for the administrative boundaries  
 Origin of data: EU 25, CC's and CH, NO : Eurostat, National Statistical Offices.



Le premier indicateur (volume et part des services financiers et aux entreprises) montre le rôle moteur des régions métropolitaines. Le deuxième indicateur - qui permet de repérer les régions à industrie de haute ou moyenne technologie - est la part de l'industrie des équipements électriques et électroniques, des machines-outils et des transports. Le troisième indicateur est la part de l'administration, de l'enseignement et de la santé dans l'économie, qui fait ressortir les pays à forte part de services non-marchands ainsi que les régions périphériques de certains pays où les services non-marchands apparaissent faute d'autres activités. Notre quatrième indicateur est centré sur l'agriculture et sur l'industrie du bâtiment, des activités clairement périphériques. Nous distinguons pour finir deux secteurs qui indiquent quelques structures très spécifiques: l'industrie textile et le secteur horeca (hôtels et restaurants), lequel est typique de l'industrie touristique.

Les structures sectorielles ont une grande inertie, et ces analyses nous donnent donc une idée des facteurs de développement à long terme pertinents pour chaque région.

### **1.3 Des régions inscrites dans des Etats-nations**

Comme la carte le montre clairement, une part importante de la croissance du PIB des régions s'explique par les niveaux nationaux correspondants. Ceci est confirmé par l'analyse de la part de la variance de la croissance du PIB d'une région à l'autre à différentes échelles, qui montre que si on prend les régions NUTS3 comme unités de base presque la moitié de la variance s'explique par la variance entre pays (30 autres % s'expliquant par la variance entre régions NUTS3 au sein des régions NUTS2 – très probablement les différences au sein des aires métropolitaines ou urbaines), tandis que si on prend les régions NUTS2 comme unités de base de l'analyse, la variance entre pays rend compte des deux tiers de la variance totale. Il est dès lors impossible de comprendre les différences régionales sans tenir compte également des différences nationales.<sup>2</sup>

Pour nous faire une idée de ce contexte national dans lequel se développent les régions, nous avons élaboré une typologie de la régulation économique au niveau national, en nous basant encore sur une analyse en composantes principales, considérant les thèmes suivants: inégalités de revenus; performances économiques, structures économiques, stratégie de Lisbonne, type de commandement économique, régulation et gouvernance, performances sociales, performances environnementales. La liste complète des indicateurs se trouve dans le volume 2 (p. 57).

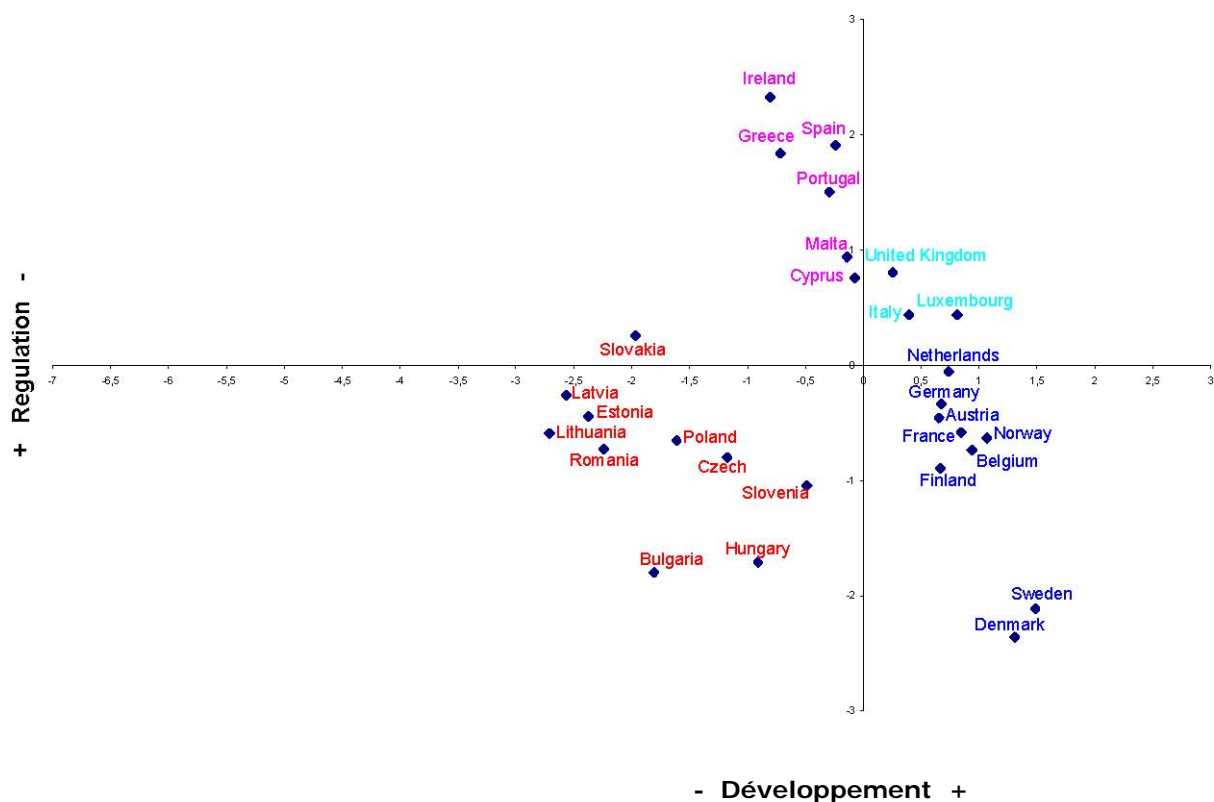
Les résultats permettent de définir quatre groupes distincts (représentés par quatre couleurs différentes dans le graphique). La première composante oppose en effet les pays riches d'Europe occidentale à droite aux pays pauvres d'Europe orientale à gauche. Des pays méditerranéens comme l'Espagne, le Portugal, Malte, Chypre, la

---

<sup>2</sup> Le modèle MASST repose également sur ce principe, vu qu'il estime les taux de croissance nationaux et ensuite les différentiels régionaux par rapport à ces taux de croissance.

Grèce et la Slovénie occupent des positions intermédiaires. La position de l'Irlande à gauche, malgré son niveau de vie élevé, découle de quelques faiblesses structurelles, d'indicateurs sociaux relativement mauvais, et d'un niveau élevé d'investissements étrangers (comparable à ceux des pays de l'Est).

La seconde composante oppose clairement les pays scandinaves, à forte régulation étatique et à inégalités sociales réduites, à certains pays de la périphérie occidentale où le poids de l'Etat est faible et où les inégalités sociales sont fortes. Tandis que le Royaume-Uni, mais aussi l'Italie, sont proches du second modèle à cause d'une dérégulation intense au cours des 25 dernières années, la France, la Belgique, l'Autriche et l'Allemagne ont gardé un système de redistribution relativement fort. Dans les pays de l'Est, les inégalités sociales restent relativement limitées mais le poids de la régulation étatique est devenu relativement faible, en particulier dans les pays baltes, la Hongrie faisant encore exception.



**Figure 4 Développement et régulation**

- La position de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Norvège est à considérer comme très approximative parce que certains indicateurs manquent pour ces pays.

## 1.4 Vers des indicateurs complémentaires de régulation économique régionale

Dans le droit fil de la typologie ci-dessus, nous avons essayé de transposer au niveau *régional* les mêmes indicateurs que ceux qui mettent en évidence la régulation au niveau *national*. A cause des limitations en matière de données, les seuls indicateurs que nous avons pu mettre en œuvre sont: la productivité (PIB/emplois), la part des salaires (salaires/PIB), le taux de marge ( $[\text{PIB} - \text{salaires}]/\text{PIB}$ ), et enfin, le taux d'accumulation (investissements/ PIB). La figure [5] illustre ce dernier.

De fait, la carte révèle un effet métropolitain généralisé, avec des taux d'investissement systématiquement élevés ou plus élevés qu'alentour (Lisbonne, Madrid, Paris, Londres, Rome, Prague, Bratislava, Vienne), à l'exception de Dublin, Stockholm et Helsinki. Pour finir, certains contrastes régionaux sont marqués ou relativement marqués, par exemple entre le nord et le reste de l'Angleterre (excepté Londres et le sud-ouest), entre le sud et le nord de l'Italie, entre le centre de l'Espagne et le reste du pays. De toute évidence, les investissements révèlent une nette composante régionale, et il s'agit assurément d'un des leviers sur lesquels les politiques régionales peuvent agir efficacement.

### 1.4.1 Mais pourquoi?: Eléments d'explication de la situation et de l'évolution de la localisation des activités

#### **C'est l'économie, idiot!: Le contexte économique, technologique et politique du développement régional en mouvement**

Compte tenu du fait que les performances nationales sont un déterminant important des performances régionales, **il est important de comprendre les évolutions macroéconomiques actuelles pour comprendre le développement régional**. Le ralentissement de la croissance de la productivité et le démantèlement du système de redistribution des gains de productivité qui en a découlé ont conduit à un recours accru aux externalités, que l'on peut voir comme un des facteurs les plus déterminants de la géographie économique actuelle. Les entreprises investissent moins (ce qui réduit donc la consommation des entreprises) et la proportion du PIB consacrée aux salaires (et donc à la consommation privée) diminue.

## **Voilà qui devient intéressant!: Des perspectives théoriques sur la croissance et sur la compétitivité régionales en évolution**

Si nous voulons comprendre la différenciation du territoire européen en termes d'activités économiques, il est primordial de comprendre comment et pourquoi les entreprises se concurrencent à travers leur localisation. La compétitivité d'une entreprise dépend de son environnement, en ce compris les relations que les entreprises ont entre elles et avec les institutions alentour. C'est pourquoi le développement régional et la compétitivité régionale sont étroitement liés au comportement des entreprises et à leurs interdépendances. Dans ce chapitre nous nous intéressons de plus près aux économies d'agglomération, en explorant dans la littérature les discussions qui se rapportent plus particulièrement à la re-concentration et à la re-métropolisation.

La compétitivité, y compris la compétitivité régionale, est beaucoup plus complexe qu'on ne le croit généralement. Lorsqu'on s'intéresse à la compétitivité régionale, on constate qu'elle diffère de la compétitivité nationale comme de la compétitivité au niveau des entreprises. Pour distinguer les divers composants de la compétitivité régionale, on a recours au "modèle pyramidal" proposé par Martin (2005), grâce auquel on peut faire la distinction entre sources de la compétitivité, compétitivité "révélée", c.-à-d. performances des régions qui peuvent être mesurées à l'aide de divers indicateurs, et résultats visés, l'objectif d'améliorer la qualité de vie et le niveau de vie.

Dans le débat sur la localisation des activités économiques, et dans la littérature relative au développement régional, à la (ré)organisation industrielle et à des questions touchant à la compétitivité régionale ou économique, comme l'innovation et le développement technologique, il est clair que les perspectives orthodoxes - le statut de paradigme de la théorie de la localisation de Weber par exemple - ont été de plus en plus mises en cause au cours des 10 ou 20 dernières années par une multitude de perspectives hétérodoxes (Storper, 1997). Plus particulièrement, les perspectives orthodoxes intègrent l'application des théories économiques néo-classiques dans les réflexions sur le développement régional. Dans ce cadre, les processus d'équilibre vont agir dans le sens de la convergence entre régions à toutes les échelles, même si divers obstacles à la convergence peuvent être identifiés, et pris en compte dans la théorie.

Le concept de "compétitivité" a fait l'objet de nombreuses critiques. Krugman le dénonce comme une "dangereuse obsession" (Krugman, 1994). Il affirme qu'il est erroné de faire une analogie entre entreprises individuelles et économie nationale, et que si la compétitivité a le moindre sens c'est simplement celui de "productivité". Même Michael Porter, dont les travaux ont joué un rôle-clé dans la transposition de la notion en économie et en politiques publiques (Martin, 2005), préfère plutôt la notion

d'"avantage compétitif", et déclare aussi que "la vraie compétitivité se mesure par la productivité".

Camagni (2002) souligne le fait que si une région fait preuve d'une compétitivité supérieure sur le long terme, celle-ci s'appuie très vraisemblablement sur des avantages compétitifs absolus plutôt que sur des avantages comparatifs. Une région qui gagne doit dès lors se concevoir comme une région qui dispose de ressources technologiques, sociales, infrastructurelles supérieures, qui sont extérieures aux entreprises individuelles mais dont celles-ci bénéficient assez pour éviter que ne se produise une redistribution géographique des activités économiques.

On peut voir les moteurs et la "compétitivité" qui en résulte comme des concepts linéaires, mais il est bien plus intéressant de les envisager comme un "processus circulaire complexe évolutif, dans lequel certains outputs deviennent à leur tour des inputs, et influencent donc les outputs futurs" (Martin, 2005).

Un aspect particulièrement important, particulièrement dans l'hypothèse de l'avènement d'une "nouvelle économie", est la capacité d'innover. Toutefois, tout comme pour l'ensemble du système de moteurs identifiés plus haut, au cours des dernières années le concept d'innovation comme moteur de la croissance économique a évolué de l'idée d'un processus "linéaire" et individualisé de transfert de technologie à celle d'activité de groupe incrémentale, endogène. Les innovations ne s'appuient pas nécessairement sur des technologies de pointe ou nouvelles, et de nouveaux produits ou de nouveaux processus trouvent souvent leur origine dans le secteur manufacturier ou dans une interaction entre des producteurs et leurs clients/fournisseurs. L'innovation ne dépend dès lors pas seulement de dispositifs de transfert de technologie ou de la présence d'"innovateurs" individuels, mais des caractéristiques de l'économie locale dans son ensemble: les divers acteurs, les relations entre eux, et l'environnement dans lequel ils opèrent.

#### **1.4.2 Ce qui fait tourner le monde: les facteurs de localisation des entreprises**

Cette section donne un aperçu des principaux résultats tirés de la littérature relative à ce que l'on appelle les entrées – sorties, en s'intéressant plus spécialement à la mesure dans laquelle les caractéristiques locales affectent la création de nouvelles entreprises (entrées) ou leur disparition (sorties) dans une zone géographique donnée. Dans une optique politique, la question des facteurs les plus déterminants pour la création de nouvelles entreprises est pertinente parce que jusqu'à 50 pour cent (jusqu'à 85 pour cent dans certaines branches) de tous les nouveaux emplois sont créés dans de nouvelles entreprises, ce qui signifie que la création de nouvelles entreprises est un composant important dans la lutte contre le chômage. Les taux d'entrée élevés sont aussi souvent associés à des taux élevés d'innovation et à des progrès dans l'efficacité. Toutefois, même si l'entrée de nouvelles entreprises est

chose courante, il y a de substantielles différences entre régions, avec davantage d'entrées dans les zones urbaines.

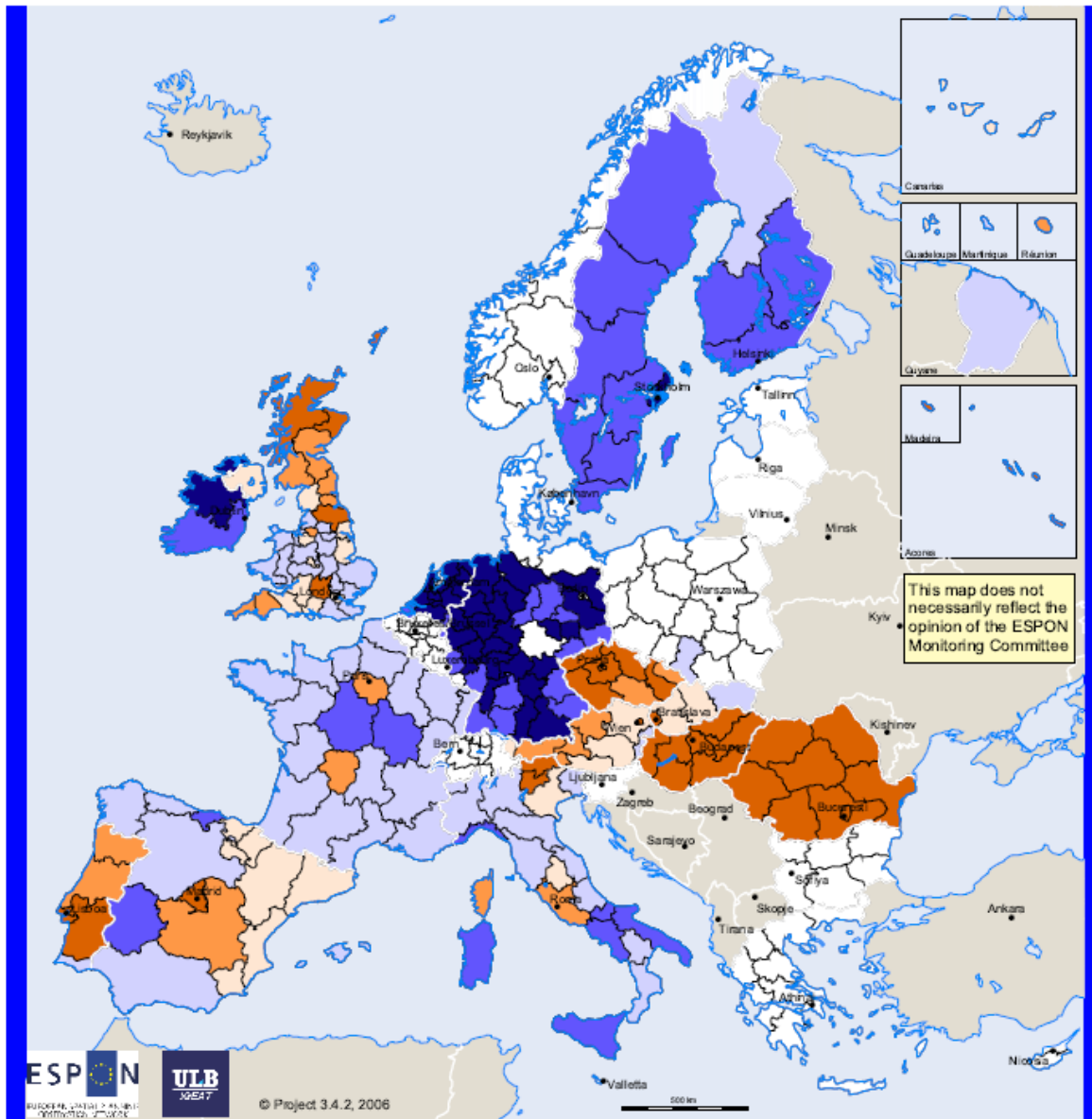
La plupart des nouvelles entreprises servent le marché local, et un constat général dans la littérature est qu'il y a une corrélation positive entre création de nouvelles entreprises et demande locale. Ceci suggère que l'immigration, l'augmentation des revenus et un niveau plus élevé de dépenses publiques tendent à avoir un impact positif sur la création de nouvelles entreprises, ce qui implique que les politiques publiques peuvent faire une différence. Les résultats empiriques montrent cependant que les mesures prises dans le cadre d'actions gouvernementales explicites ont peu d'effets sur la création de nouvelles entreprises. Ceci pourrait s'expliquer par le fait que la plupart de ces politiques n'ont pas eu la continuité ou l'ampleur requises pour faire une différence.

Le taux de survie des nouvelles entreprises est généralement bas, même si les entrées à grande échelle tendent à connaître des taux de survie plus élevés. On constate aussi que les entrées à grande échelle sont corrélées avec les compétences, des personnes très compétentes tendant à lancer de plus grandes entreprises. D'un point de vue strictement économique, la fermeture d'entreprises inefficaces est quelque chose de positif parce qu'elle libère des ressources de production qui peuvent être, et qui seront à long terme, utilisées dans la production d'autres biens et services. Du point de vue des employés, la perte d'emploi résultant d'une fermeture peut être le point de départ de quelque chose de nouveau et une chance de profiter de nouvelles opportunités. La capacité à tirer parti de nouvelles opportunités n'est toutefois pas la même pour tous, les aptitudes et la capacité d'adaptation variant d'une personne à l'autre, ce qui débouche dans certains cas sur le chômage de longue durée et des drames personnels.

Une politique d'égalisation des taux de création de nouvelles entreprises, des taux de survie et/ou des taux de fermeture entre régions doit inclure des éléments visant à réduire les disparités régionales ainsi que les avantages naturels pour la création et la survie des entreprises que l'on trouve plus souvent dans les zones urbaines. Ceci signifie, entre autres choses, que la demande locale en termes de consommation privée et publique, de niveaux de revenus privés et d'enseignement ainsi que de formation professionnelle doit être égalisée (pas nécessairement égale) d'une région à l'autre. Une telle politique limiterait, ou du moins découragerait, les migrations entre régions en forçant la localisation des ressources dans des lieux où elles ne se trouveraient pas si ladite politique n'était pas mise en œuvre. Plus généralement, le coût politique et financier pour arriver à l'égalité entre régions en termes de naissances d'entreprises et de bien-être et de croissance économiques peut être considérable, et seul le processus politique peut évaluer dans quelle mesure de tels surcoûts sont souhaitables.

Figure 5 Taux d'accumulation (2002)

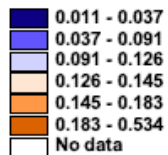
Accumulationrate (2002)



ESPON  
 FEDERAL STATE OF BRUNNEN  
 UNIVERSITÄT ZÜRICH  
 ULB  
 WERT  
 © Project 3.4.2, 2006

© EuroGeographics Association for the administrative boundaries  
 Origin of data: EU 15 and CC's : Eurostat,  
 Norway and Switzerland : National Statistical Offices.

invest/gdp



## **Ne touchez surtout pas à ce bouton!: Comment les politiques macroéconomiques affectent (pourraient affecter) le développement régional**

Bien que des politiques macroéconomiques comme la politique monétaire menée par la BCE ne soient pas concernées au premier chef par le développement régional, elles peuvent avoir des effets significatifs sur les économies régionales. La grande question est de savoir quels types de régions bénéficient le plus des politiques menées à l'échelle de l'UE et lesquelles en bénéficient le moins. L'identification de ces types de régions pourrait contribuer à la définition des "régions compétitives".

Un thème central de ce chapitre est intégration européenne et structures industrielles régionales. Il convient de suivre les tendances à la spécialisation régionale en Europe pour plusieurs raisons. La mise en place de l'UEM a révélé l'importance de la flexibilité dans les économies nationales et régionales, vu que les ajustements des taux de change et les politiques monétaires nationales ne sont plus là pour faire face aux chocs asymétriques. Une structure industrielle diversifiée est importante à cet égard, car elle peut réduire le risque de chocs asymétriques ou niveler les différences d'impact de la politique entre régions. Des études empiriques antérieures, tout comme la présente analyse, soutiennent l'hypothèse selon laquelle les structures industrielles régionales peuvent expliquer les différences régionales de réponse à la politique monétaire.

Les recherches empiriques n'ont pas donné de résultats clairs jusqu'à présent, et il est difficile d'identifier les régions qui "gagnent" ou qui "perdent" dans le contexte des politiques macroéconomiques du niveau UE. On peut cependant affirmer, d'un point de vue théorique du moins, que les politiques UE devraient améliorer la diversité des structures industrielles et accroître la mobilité de la main-d'œuvre. Ceci est particulièrement important si les forces sous-jacentes à l'intégration européenne entraînent une spécialisation régionale. Il n'apparaît toutefois pas clairement que l'intégration européenne, à travers la mise en place du marché unique par exemple, accroît la spécialisation régionale.

Deux nouvelles approches de l'évaluation des politiques économiques sont proposées dans ce rapport:

- La première est une estimation ex-post très simple, qui évalue l'impact régional des variations du taux d'intérêt et le rôle que la structure sectorielle joue dans la détermination de ces impacts. Bien qu'ils soient tout à fait provisoires et que l'analyse empirique ne soit à considérer que comme une simple illustration, les résultats présentés paraissent raisonnables, comme le fait que *les activités immobilières, la location et les affaires* sont un secteur sensible aux taux d'intérêt, et que *l'administration publique et la fabrication de produits alimentaires* sont moins sensibles que les autres secteurs.

- La seconde est une application du modèle MASST (Macroéconomique, Social, Sectoriel et Territorial) du projet ORATE<sup>3</sup> 3.2 visant à simuler les impacts d'une série de politiques distinctes. Chaque simulation est générée dans l'idée de comprendre les effets régionaux d'*un seul choc extérieur à la fois*, causé alternativement par:
  - une politique macroéconomique donnée (fiscalité, taux d'intérêt),
  - des décisions macroéconomiques directement ou indirectement liées aux tendances macroéconomiques (variations de taux de change),
  - les effets de la combinaison entre politique économique de l'offre / politique fiscale / tendances macroéconomiques (variations de la compétitivité en termes de coûts),
  - des évolutions macroéconomiques causées par les politiques macroéconomiques (inflation).

Nous n'essayons pas d'inclure les politiques complémentaires qui assureraient la cohérence globale de l'équilibre macroéconomique (par exemple une politique budgétaire expansionniste accompagnée d'une politique monétaire restrictive et d'un relèvement des taux d'intérêt), parce que:

- le modèle MASST n'est pas conçu pour modéliser ces cohérences;
- l'effet global dépendrait de l'intensité relative des différentes politiques, difficile à déterminer sur base de la littérature existante, et
- les deux composants politiques opposés se contrebalanceraient l'un l'autre en termes d'effets spatiaux, ce qui générerait une configuration régionale difficile à interpréter.

Les effets des politiques macroéconomiques et des changements de contenu macroéconomique sont tous exprimés en termes de variation des taux de croissance induite en 2015, dernière année simulée dans le modèle. Les variations présentées dans les cartes sont mesurées par rapport au "Scénario de base" (voir le projet 3.2) – le scénario de référence d'ORATE 3.2 -, scénario dans lequel toutes les tendances actuelles sont supposées se poursuivre à l'avenir.

Une de ces simulations avec des tendances opposées concernant la politique budgétaire - expansionniste (c.-à-d. une augmentation des dépenses publiques) ou restrictive - est présentée dans les figures [6] et [7].

La politique budgétaire expansionniste vise à stimuler l'économie par une expansion budgétaire, sans se soucier de la manière dont la politique budgétaire est financée. L'exercice cherche en fait à saisir les effets d'une politique budgétaire au niveau régional, sans s'occuper de l'aspect financement. Cette politique est expansionniste dans toute l'Europe, mais ses effets sont généralement plus forts (et bien au-dessus de la moyenne européenne) dans les quatre anciens pays de la Cohésion, à savoir la

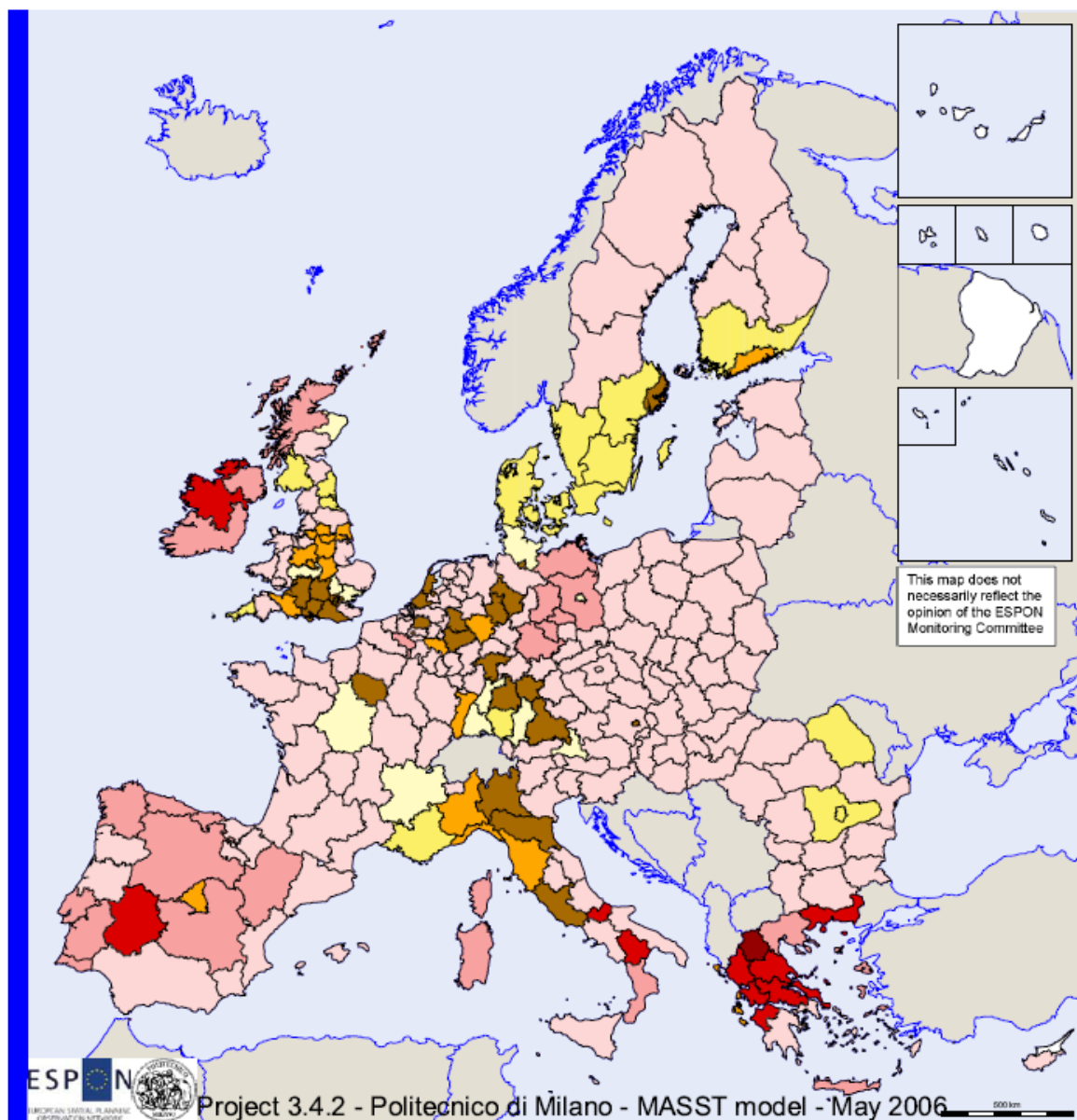
---

<sup>3</sup> Observatoire en Réseau de l'Aménagement du Territoire Européen (European Spatial Planning Observation Network (ESPON) en anglais).

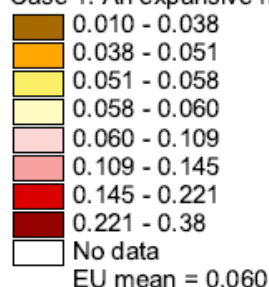
Grèce, le Portugal, l'Espagne et l'Irlande. Quel que soit le pays, les effets les plus forts de la politique budgétaire expansionniste sont observés dans les zones rurales et moins riches.

La politique restrictive traduit la nécessité de maintenir un équilibre public vertueux en contenant les dépenses publiques. L'effet global sur la croissance de l'UE est négatif, et ceci vaut pour tous les pays et régions, comme le laisse prévoir la nature restrictive de la politique. Les effets sont moins marqués dans les pays de l'Est, moins sensibles aux dépenses publiques, parce que la tendance restrictive en matière de finances publiques s'y est développée dans le passé. Les effets restrictifs sont plus forts dans les pays de l'Ouest que dans les pays de l'Est, avec de grandes variations au niveau régional. La zone du pentagone est généralement plus affectée.

### Case 1: An expansive fiscal policy

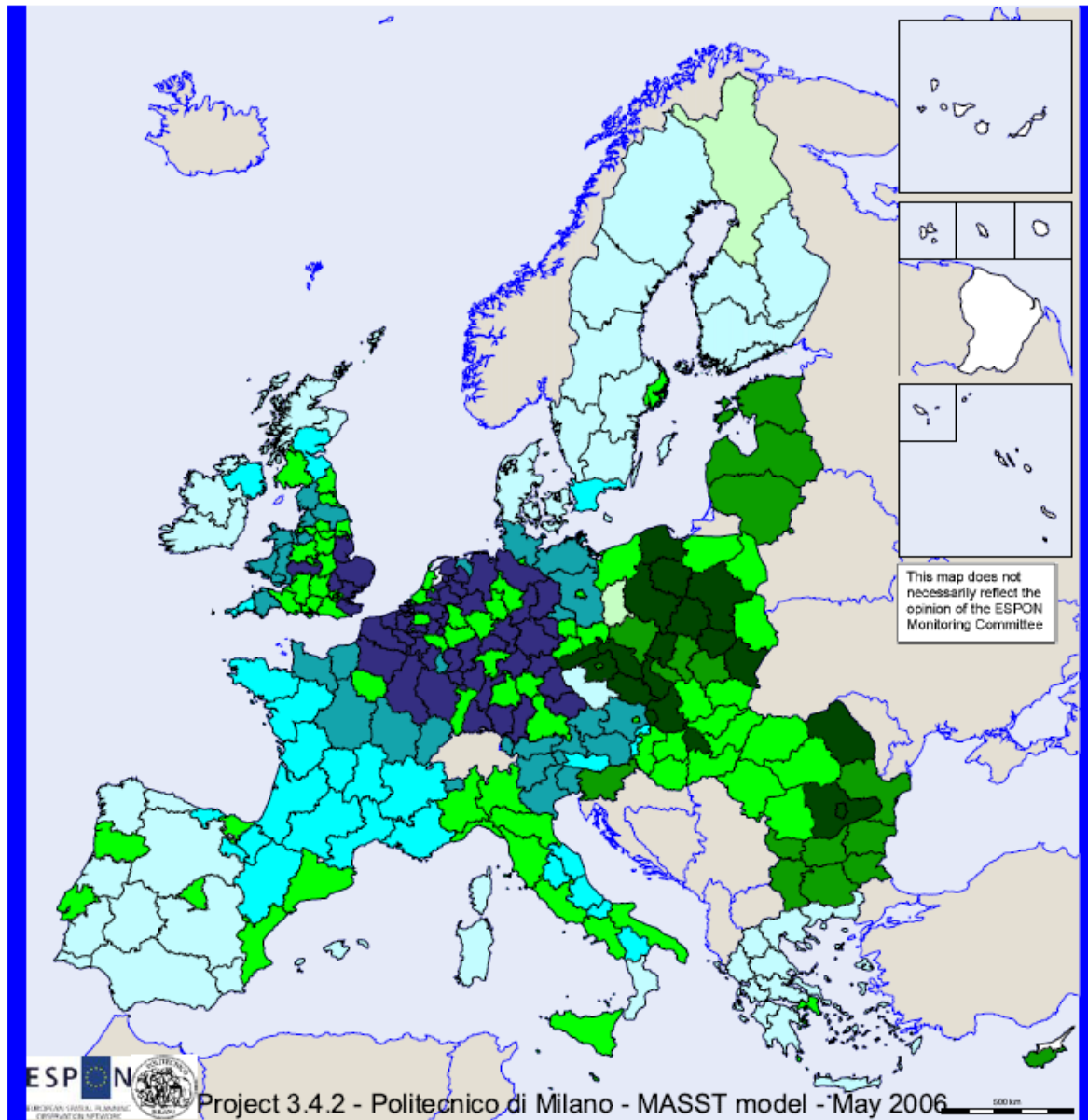


#### Case 1: An expansive fiscal policy



**Figure 6** Cas 1: une politique budgétaire expansionniste (variation des taux de croissance régionaux en 2015 par rapport au scénario de base ORATE 3.2)

**Case 2: A restrictive fiscal policy**



Case 2: A restrictive fiscal policy

Dark Blue	-0.057 - -0.054
Blue	-0.054 - -0.051
Cyan	-0.051 - -0.048
Light Blue	-0.048 - -0.043
Light Green	-0.043 - -0.041
Green	-0.041 - -0.033
Dark Green	-0.033 - -0.027
Black	-0.027 - -0.021
White	No data
EU mean = -0.043	

©Eurogeographics Association for the administrative boundaries

**Figure 7** Cas 2: une politique budgétaire restrictive (variation des taux de croissance régionaux en 2015 par rapport au scénario de base ORATE 3.2)

## 1.5 Small is beautiful: Les politiques régionales

La politique économique régionale a progressivement évolué depuis les années 60. Dans un contexte économique nouveau (mondialisation, économie de l'offre, cycle de faible croissance de la productivité), le concept de compétitivité régionale a acquis une influence grandissante. Plutôt que sur des politiques de développement exogènes, les efforts se concentrent sur la compétitivité régionale, essentiellement par la valorisation des potentiels de croissance endogènes des régions. Les instruments sont ainsi passés de l'aide directe aux entreprises à l'amélioration de leur environnement, des infrastructures "hard" aux infrastructures "soft".

Sur base d'une revue de la littérature ont été identifiés sept moteurs principaux de la compétitivité régionale. En supposant que les régions se concentrent vraiment sur la compétitivité régionale, notre objectif central est d'analyser le poids réel actuel des politiques visant à renforcer ces moteurs. L'analyse est basée sur une vue d'ensemble des politiques régionales mises en œuvre dans les régions d'Europe ainsi que sur les efforts financiers relatifs consacrés aux facteurs, ou moteurs, de compétitivité régionale.

Les neuf régions analysées sont choisies à partir d'une typologie précédemment élaborée, qui met en évidence une structure centre – périphérie. Les études de cas qui s'y rapportent répondent partiellement à la question posée plus haut, qui peut être reformulée en termes plus opérationnels comme suit: comment les moyens financiers sont-ils alloués entre moteurs de compétitivité et dans quel genre de régions? <sup>4</sup>

Les régions moins développées par rapport à la moyenne européenne, comme les régions polonaises, fondent leur politique de développement régional essentiellement sur la mise en place d'"infrastructures matérielles" ainsi que d'équipements. Il est néanmoins étonnant de voir la part réduite des moyens financiers dédiés au capital humain et social en Pologne.

Londres, région métropolitaine la plus performante, consacre des parts importantes et quasiment égales au développement du capital humain et social. Ce constat est cohérent au vu de l'ampleur de la polarisation et de l'exclusion sociales d'une part, et de la relative inadéquation entre offre et demande de qualifications d'autre part. Ce dernier argument est encore plus vrai pour Berlin, où le développement des services intensifs en savoir est quelque peu limité par le manque de main-d'œuvre locale qualifiée. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que Berlin base fermement sa politique de développement sur la revalorisation du capital humain.

---

<sup>4</sup> Les fortes contraintes de temps et la rareté des analyses d'impact disponibles (prenant en compte non seulement les effets directs mais aussi les effets indirects) n'ont pas permis que les études de cas évaluent l'impact des politiques mises en œuvre.

La région périphérique de Norrbottens, en Suède, fonde clairement sa politique de développement régional sur la consolidation de l'infrastructure "soft", essentiellement le capital social. Norrbottens montre clairement l'approche politique la plus "moderne", avec peu d'investissements en infrastructures "matérielles" et des subventions et financements directs quasiment inexistantes.

Sur base des constats des études de cas, le chapitre propose des recommandations politiques pour les régions métropolitaines, les régions périphériques, les régions des nouveaux Etats-membres et les régions intermédiaires.

### **1.6 Qu'est-ce que la compétitivité régionale alors?: une discussion conceptuelle pour conclure**

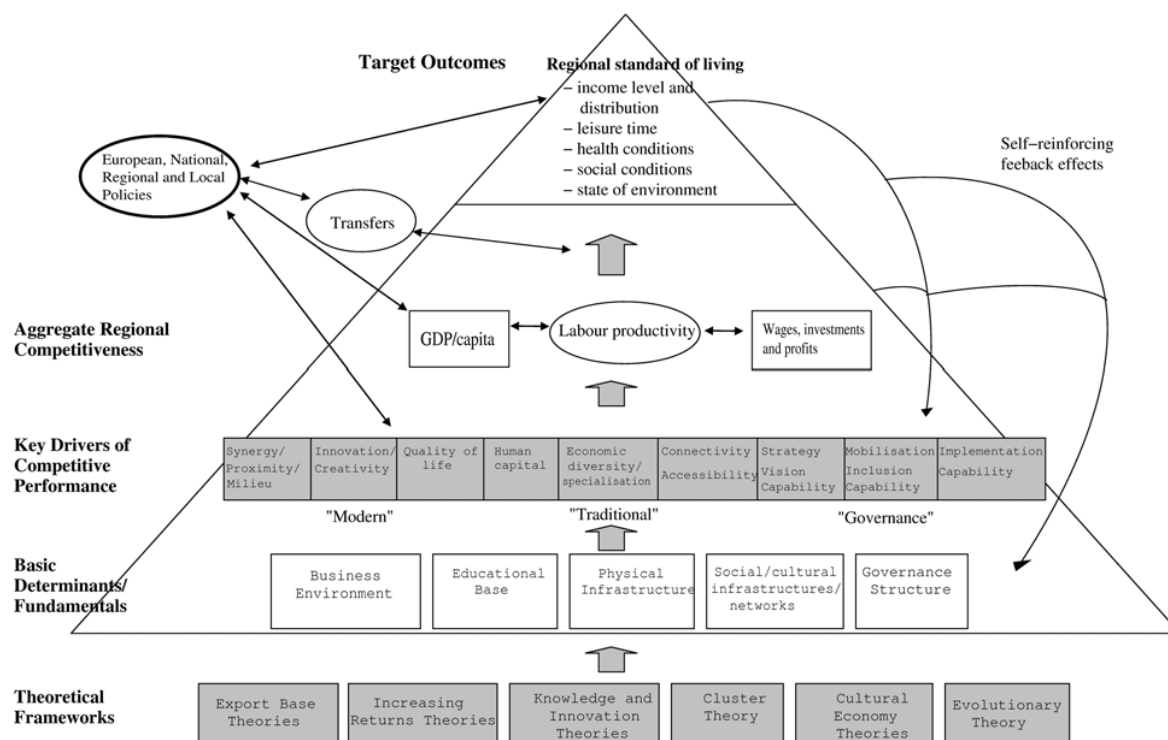
Les recherches exposées ci-dessus ont trait à de nombreux sujets différents. On peut tout de même distinguer un fil conducteur qui relie toutes ces questions: la notion de "compétitivité régionale". Il s'agit (avec la "cohésion territoriale") d'un concept-clé présent dans beaucoup de réflexions politiques en cours au sein de la Commission européenne et des Etats-membres, orientant bon nombre des programmes de développement régional conçus pour le moment. Nous représentons notre interprétation de cette idée à l'aide d'un diagramme dont chaque élément fait partie intégrante de la définition globale<sup>5</sup>. Il faut réaliser que ce diagramme incorpore toute une série d'effets en retour d'un "niveau" à l'autre, ce qui en fait dès lors un système en constante évolution. Il faut le voir comme le fruit des réflexions qui ont accompagné le projet du début à la fin, et qui ont été discutées à chaque réunion du GPT<sup>6</sup>.

---

<sup>5</sup> Ce diagramme est adapté de Martin, 2005.

<sup>6</sup> Groupe de projet transnational (Transnational Project Group (TPG) en anglais)

## Conceptualising Regional Competitive Performance



**Figure 8** Conceptualisation des performances compétitives régionales

En bref, on peut tirer les conclusions suivantes:

- Il n'est pas possible de définir correctement la compétitivité régionale si on ne l'inscrit pas dans le cadre plus large du développement régional et du bien-être des populations des régions.
- Nous considérons qu'au moins les éléments suivants jouent un rôle dans la définition du niveau de vie:
  - la richesse matérielle, représentée par le niveau des revenus et leur répartition
  - le temps libre pour les loisirs
  - la santé
  - l'inclusion sociale
  - l'environnement
- Nous proposons trois approches pour mesurer la compétitivité régionale agrégée:
  - le PIB/habitant
  - la ventilation entre salaires, investissements et profits
  - la productivité
- C'est la combinaison de ces trois dimensions qui détermine la compétitivité des régions, qui ne se réduit donc pas seulement à leur capacité d'être concurrentielles sur les marchés internationaux. A moins qu'une région arrive à attirer plus de population active ou plus d'investissements en capital physique, la seule manière

possible d'améliorer la compétitivité semble par conséquent être l'augmentation de la productivité du travail.

- Sur base des travaux relatifs aux politiques régionales, de la littérature extérieure et de discussions au sein de l'équipe, nous nous sommes mis d'accord sur les "moteurs-clés" de la compétitivité régionale suivants, qui sont de trois types:
  - 'Traditionnels' ou 'Basiques'
    - diversité économique / spécialisation
    - capital humain
    - connectivité / accessibilité
  - 'Modernes'
    - synergies, proximité, 'milieux'
    - qualité de vie
    - créativité / innovation
  - 'Gouvernance'
    - stratégie / capacité de vision
    - mobilisation / capacité d'inclusion
    - capacité de mise en oeuvre

Ils permettent tous l'une ou l'autre forme d'intervention politique.

## **1.7 Recommandations politiques**

### **1.7.1 Au niveau régional (micro-économique)**

1. Notre étude montre que les régions européennes se caractérisent par une grande diversité, tant en matière de structures économiques (voir notre typologie) que de développement (d'un facteur 1 à 30, et même plus au niveau NUTS 3) ou de qualification de la main-d'œuvre, sans parler de l'héritage du passé, de la présence ou de l'absence d'une identité régionale forte, et d'un grand nombre d'autres paramètres. Nous pensons que pour apporter les meilleures réponses possibles aux réalités locales, une politique régionale doit s'appuyer sur une bonne connaissance de ces réalités différenciées. Nous pensons qu'il n'est pas raisonnable, pour ne pas dire contre-productif, de croire que quelques recettes générales ou une liste de "meilleures pratiques" glanées ci et là pourraient devenir un modèle à appliquer partout. Une même mesure prise dans le contexte de réalités régionales différentes peut déboucher sur des résultats opposés. Même pour ce que l'on peut considérer comme un pré-requis du développement économique, à savoir de bonnes infrastructures de communication, les études montrent qu'à défaut d'un cadre régional suffisant, une amélioration de l'accessibilité – par la construction d'une autoroute par exemple – peut produire un effet opposé aux attentes, en privant la région de sa main-d'œuvre suite à l'augmentation des migrations alternantes pour le travail ou au dépeuplement au

lieu de contribuer au développement local! L'optimisation des impacts des politiques régionales exige inévitablement une connaissance en profondeur des forces, des faiblesses et de la dynamique des régions.

2. Il nous faut pourtant admettre que cette connaissance des réalités régionales est encore trop limitée, non seulement en termes théoriques mais aussi en termes empiriques. Les résultats de notre étude et les difficultés rencontrées – tout comme dans d'autres études que l'ORATE – montrent que nous devrions avancer dans quatre directions complémentaires:

(1) La première consiste à redoubler d'efforts pour rassembler et traiter des données à une échelle régionale fine. Trop de données de base manquent encore ou sont trop difficiles à rassembler pour arriver à un niveau satisfaisant d'expertise régionale. Il n'est pas possible d'avoir une bonne connaissance des réalités régionales sans un minimum de données exhaustives et homogènes, en séries temporelles suffisantes, aisément accessibles pour l'ensemble du territoire européen.

(2) La deuxième consiste à intensifier les études fines sur les structures, les forces, les faiblesses et la dynamique des régions comme celles que l'ORATE réalise pour le moment.

(3) Troisièmement, et cet aspect fait aujourd'hui cruellement défaut, nous pensons qu'il faut élaborer des outils conceptuels et pratiques pour une macroéconomie vraiment régionale – si pas une vraie comptabilité régionale – comme ce fut le cas avec l'élaboration d'outils macroéconomiques nationaux après la seconde guerre mondiale. L'Europe des régions ne se construira efficacement que si elle s'appuie sur la macroéconomie de ses régions et si elle la maîtrise. Un vrai suivi du développement des régions, et aussi une réelle évaluation de l'impact économique des politiques régionales en Europe, ne seront possibles qu'avec de tels outils. Aujourd'hui on connaît plus ou moins bien la production des régions, mais personne ne sait exactement ce qui y reste et ce qui en sort et vers où, ni ce qui y entre et d'où. Les multiples transferts entre régions ne sont pas du tout tracés. Il en va de même pour les revenus, puisque même si nous avons une certaine idée des revenus des ménages par région, nous ne savons pas grand chose de ce à quoi ils sont dépensés ni où, etc.

(4) Enfin, il ne suffit pas de multiplier les radiographies régionales pour comprendre leurs forces, leurs faiblesses et leur dynamique. Il serait plus que nécessaire d'étudier les différents modes de régulation au niveau régional. Des modes de régulation existent au niveau régional tout comme au niveau national. La compréhension et le développement de la cohésion territoriale dépendent d'une meilleure connaissance des modes de régulation régionaux. Même si l'élaboration d'une macroéconomie régionale constitue une étape essentielle dans la compréhension des modes de régulation, il ne faut pas pour autant considérer cela

comme une condition préalable. Des études exploratoires des modes de régulation régionaux peuvent en effet être d'une grande aide pour développer les outils de macroéconomie régionale. Comprendre ce que vivent les régions et comment elles régulent leur mode de développement permettra de mieux comprendre les outils que requiert l'élaboration de la macroéconomie régionale proprement dite.

3. Cette macroéconomie à un niveau plus fin que le niveau national s'impose d'autant plus que notre étude montre que la compétitivité régionale – comprise ici comme la capacité de développement au sens large – ne peut pas être limitée à un seul indicateur mais dépend d'une multitude de facteurs, et par-dessus tout de leurs interrelations. Au niveau régional, il existe des modes de régulation régionale. La compétitivité d'un pays ne se ramène pas à l'aune des marchés mondiaux. L'exemple de deux des principales économies au cours des dernières années suffit à montrer que le problème est beaucoup plus complexe: malgré sa grande compétitivité sur les marchés extérieurs et des excédents commerciaux substantiels, la croissance de l'Allemagne reste molle tandis que les Etats-Unis, en dépit de leurs déficits commerciaux, jouissent d'une croissance supérieure à la moyenne. Il en va de même au niveau régional. L'idée de réduire la compétitivité régionale à l'aune des marchés mondiaux nous paraît incroyablement simpliste et caricaturale, pour ne pas dire très préjudiciable, d'autant plus si ce critère détermine la politique régionale de l'UE. Le "test des marchés internationaux" peut bien entendu constituer un facteur parmi d'autres, pour certains secteurs économiques et dans certaines circonstances, etc., mais nous sommes convaincus qu'axer toute la politique régionale de l'UE sur ce seul critère non seulement nuira à la cohésion économique régionale, mais aboutira très souvent à déstructurer la cohésion territoriale entre les régions d'Europe. Les résultats de notre étude montrent que plus de développement va de pair avec plus de régulation, ce qui suggère que c'est précisément la multitude des facteurs et la qualité de leurs interrelations – c.-à-d. le mode de régulation – qui aident à créer un bon potentiel de développement.
4. Nous avons mis en évidence une convergence générale des grands types de structures régionales vers la moyenne de l'UE au cours de la période keynésienne - fordiste (1945-1980). Une rupture, même une certaine dynamique de divergence, est alors apparue par rapport à la régulation néo-libérale (de 1980 à aujourd'hui). Il y a par conséquent un risque réel d'augmentation des disparités régionales et d'affaiblissement des efforts vers la cohésion territoriale. Il apparaît ainsi qu'il ne faut pas considérer les transferts, particulièrement ceux liés aux politiques régionales d'aide au développement régional de l'UE, simplement comme une aide, voire comme une aide à fonds perdus, parce qu'ils contribuent en fait à amener de la cohésion sociale, économique et spatiale là où elle fait défaut, ce qui profite en retour à la compétitivité régionale globale.

5. A un niveau plus concret, plus local, nos investigations montrent que l'*investissement* a une forte composante régionale. Ceci est d'autant plus significatif que notre revue de la littérature montre qu'une grande partie des emplois sont créés par de nouvelles entreprises, généralement de petite taille. L'investissement peut sans aucun doute constituer un des leviers d'une politique régionale dynamique. Les régions devraient recourir à toutes sortes de leviers et de facteurs pour favoriser l'investissement. Malheureusement, dans ce domaine le dumping fiscal et/ou social est trop vite envisagé, comme le sont la mise à disposition d'infrastructures ou le rabais sur les conditions d'installation dans l'intention d'attirer de nouveaux investisseurs. Nos analyses ont clairement souligné que ce n'est pas une façon de procéder recommandable. Le dumping social débouche inévitablement sur une insuffisance de demande totale qui conduit à une chute des investissements, tout à fait à l'opposé de ce qui est attendu. Quant au dumping fiscal, ses impacts sont réduits à néant dès lors que toutes les régions se comportent de la même manière, et de plus il prive les régions de moyens politiques en réduisant leurs recettes. Pour ce qui concerne l'offre de rabais, on a trop souvent vu de nouveaux investisseurs s'en servir à des fins concurrentielles ou recourir à l'aide régionale et se délocaliser dès que celle-ci est épuisée. Créer un environnement favorable aux investissements, installer et maintenir de nouvelles entreprises ne peut se faire sans développer une politique tournée vers de nouveaux marchés en expansion ou qui valorise les potentialités locales en encourageant la formation, la recherche-développement, la coopération entre entreprises, l'accès au capital, le dialogue entre acteurs sociaux, qui stimule les projets, etc., des mesures qui accroissent toutes le savoir-faire et les gains de productivité ou susceptibles, lorsqu'elles se généralisent, d'initier un processus vertueux dans lequel toutes les régions se trouvent en relation gagnant - gagnant.

### **1.7.2 Au niveau macro-économique général**

a. Notre analyse macro-économique générale des modes de régulation depuis la deuxième guerre mondiale montre qu'il est tout aussi important d'assurer la rentabilité des entreprises (le volet offre concurrentielle) que le pouvoir d'achat de la population (le volet demande globale). Une bonne économie fait des profits non seulement en produisant mais aussi en étant capable de vendre ce qu'elle produit. C'est en effet un non-sens du point de vue macroéconomique que, comme c'est souvent le cas aujourd'hui, des pays réduisent leurs coûts de production en réduisant la masse salariale pour être plus compétitifs sur les marchés internationaux parce que cela n'amène qu'à faire fléchir la demande globale. C'est cette faible demande globale, résultat du fléchissement général des salaires dans la valeur ajoutée, qui explique l'allure apathique depuis plusieurs années de la croissance européenne. L'OCDE souligne ce diagnostic, quoique trop timidement<sup>7</sup>.

---

<sup>7</sup> OCDE Economic Outlook, n° 79, Mai 2006. Disponible sur:  
[http://www.oecd.org/document/4/0,2340,en\\_2649\\_201185\\_20347538\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/4/0,2340,en_2649_201185_20347538_1_1_1_1,00.html)

Cette demande intérieure générée par des politiques salariales restrictives explique en effet le faible niveau d'investissement (et de ce fait la faible demande des entreprises), et donc les faibles taux de croissance. La ruée tête baissée dans la mondialisation est un effet auto-entretenu du mode de régulation néo-libéral qui prévaut depuis les années 1980. La demande intérieure est un composant essentiel de la bonne santé d'une économie. Maintenant que la rentabilité des entreprises a été rétablie, il faut créer une nouvelle dynamique en restaurant les mécanismes de redistribution des gains de productivité par la demande intérieure. Il ne faut pas oublier que le commerce hors sphère ORATE ne compte que pour environ 10% (pourcentage évalué en valeur ajoutée, pas en chiffre d'affaires). Il est aberrant de réduire massivement la demande intérieure, et ce faisant la dynamique de croissance intérieure de l'UE, en comprimant les coûts salariaux, surtout au nom de la compétitivité sur des marchés qui ne représentent qu'un pourcentage marginal de la demande totale! Des économies émergentes comme la Chine et l'Inde pourraient dans le futur devenir les grands consommateurs de la planète, mais pour le moment le gros de la production européenne est toujours consommé en Europe.

- b. De fait, tous les textes européens parlent d'améliorer la compétitivité, non seulement au niveau de l'UE mais aussi au niveau de chaque pays et de chaque région d'Europe, mais cette notion couvre en réalité des aspects très divers: la compétitivité productive, la compétitivité fiscale, la compétitivité des coûts salariaux, la compétitivité de la qualité, etc. Aujourd'hui la compétitivité n'est malheureusement vue que sous l'angle du coût du travail, sous prétexte d'être compétitifs sur les marchés internationaux ou d'attirer des investissements de l'extérieur. Ceci conduit à renforcer l'actuelle spirale dépressive. Au niveau national comme au niveau régional, nous pensons que ce serait une grave erreur de ne voir le défi de la mondialisation que sous l'angle de la compétitivité salariale. Nous ne serons jamais en mesure de concurrencer les travailleurs bengalis à cet égard! C'est pourquoi il est impératif de développer tous les moyens possibles d'investir massivement dans tous les secteurs générateurs de gains de productivité, mais avec un double objectif: satisfaire les exigences de rentabilité du capital, mais assurer également l'augmentation des salaires et des services collectifs de bonne qualité. Ne veiller qu'à la rentabilité du capital, comme c'est le cas aujourd'hui, conduit à moyen terme à un blocage macroéconomique.
- c. Stimuler un processus de gains de productivité substantiels suppose d'investir en même temps dans tous les secteurs qui peuvent les générer aussi efficacement que possible (investissements dans l'enseignement<sup>8</sup>, la R-D, les nouvelles TIC, l'économie de la connaissance, recherche de gains de productivité dans le secteur tertiaire: tous ces éléments renferment des sources de productivité – à vrai dire

---

<sup>8</sup> Les USA dépensent 21,000 \$ par étudiant et par an pour l'enseignement, et la France à peine 8,000, ce qui creuse encore davantage l'écart technologique entre les deux pays.

pas aussi importants, d'un point de vue structurel, que ceux obtenus avec la généralisation du Fordisme dans le secteur industriel entre 1945 et 1970, mais néanmoins réels, comme on a pu le constater ces dernières années aux USA et dans les pays scandinaves), mais aussi d'obtenir des investissements de développement qui, d'après la loi de Kaldor-Verdoorn, ne sont possibles que si la demande intérieure est stimulée.

- d. Pour stimuler la demande intérieure en Europe, il paraît nécessaire de rétablir une norme de redistribution des profits comme ce qui fut réalisé dans la période d'immédiat après-guerre, pour assurer une triple redistribution des gains de productivité entre entreprises, salariés et Etat. Il est temps d'arrêter la distorsion de la distribution des revenus en faveur du capital parce qu'elle s'avère destructrice à long terme en déprimant la demande intérieure sans stimuler les investissements pour autant. Les termes d'une telle norme peuvent être divers; ils peuvent être conditionnés par différents paramètres, comme la garantie d'une rentabilité minimale pour les entreprises ou des politiques différenciées suivant l'ouverture des secteurs économiques à la concurrence internationale, etc. Quels que soient ces termes, il paraît cependant essentiel de restaurer ce principe parce que, comme nous l'avons montré, c'est la seule manière pour que les deux composants du cycle économique (une offre rentable et une demande solvable suffisante) puissent progresser de pair et générer en fin de compte un cercle vraiment vertueux.
- e. Aujourd'hui, cette perspective d'environnement économique stable à long terme est spectaculairement affectée par les dérives et les dangers liés à la "financialisation" de l'économie et à l'influence grandissante d'acteurs financiers sur les décisions économiques. Lorsqu'un directeur financier reprend la direction pour satisfaire les actionnaires avant tout, la logique financière prévaut sur la logique industrielle, les profits à court terme prennent le pas sur les investissements à moyen et à long terme. Il semble donc nécessaire aussi de recréer un environnement qui donne la priorité au long terme plutôt qu'au court terme, autrement dit, de mettre en place de nouvelles règles de gouvernance qui imposent de revenir à des exigences de rentabilité compatibles avec la raison économique, et de différencier leurs objectifs en tenant compte des perspectives d'investissement. De même, l'Europe doit limiter les effets dommageables de la concurrence fiscale et sociale parce qu'à long terme elle est destructrice.
- f. Si nous plaidons pour la stimulation des gains de productivité et leur redistribution équitable, nous ne pouvons pas ignorer le poids de la mondialisation en cours ni la concurrence accrue sur les marchés internationaux. Nous ne sommes plus dans un contexte d'après-guerre, où le processus de développement auto-centré était primordial et où le commerce international a été réorienté et régulé au sein de la triade USA – Europe – Japon. La concurrence des pays émergents est une réalité, et même si les Européens ne seront jamais plus compétitifs que les Chinois en

termes de coût du travail (d'autant qu'une telle politique infléchit dangereusement la demande totale, tellement importante pour boucler le circuit économique), nous pouvons faire de notre mieux pour diversifier nos activités par des produits innovants et ainsi mieux nous protéger de la concurrence des pays émergents. Il est tout à fait possible de mettre en œuvre des politiques spécifiques pour les secteurs les plus concernés. Il faut éviter les déséquilibres dans les structures productives, comme l'industrie uniquement (en Allemagne) ou les services uniquement (au Royaume-Uni). Des industries de pointe doivent être couplées avec le développement des services. Se rabattre sur des secteurs peu avancés peut favoriser la croissance et l'emploi à court terme, mais en fin de compte ces emplois affichent une faible productivité, au contraire des emplois résultant de la spécialisation. L'insuffisance de spécialisation internationale cause à long terme un appauvrissement des pays.

- g. Quand nous parlons d'investissements massifs, nous incluons aussi les commandes publiques et, plus généralement, une vraie politique industrielle soutenue par les autorités publiques. Presque tous les grands progrès technologiques du 20<sup>ème</sup> siècle, comme l'énergie nucléaire, l'invention des ordinateurs, internet, etc. ont été aidés par des fonds publics. C'est d'autant plus vrai que la régulation néo-libérale limite drastiquement l'horizon des entreprises au court terme. Ce soutien ne doit pas se limiter à la définition d'une vraie politique industrielle mais doit aussi fixer des règles et des politiques appropriées d'encouragement des nouveaux entrepreneurs qui souhaitent lancer des projets innovants et appuyer l'innovation dans les entreprises existantes. Le domaine de la politique économique est énorme, et l'économie a grand besoin du soutien de l'Etat: pour financer la recherche et la formation, pour favoriser l'apparition de pôles d'innovation, pour offrir des conditions stimulantes pour les entreprises et pour les investissements, etc. L'augmentation des dépenses dans l'enseignement accroît le capital humain, les compétences de la main-d'œuvre, et par conséquent le potentiel de croissance à moyen terme. On ne peut donc pas proclamer d'un côté qu'il faut encourager l'économie de la connaissance, et de l'autre désinvestir de l'enseignement (en ce compris la formation et le recyclage des salariés) au nom des restrictions budgétaires, de la limitation des dépenses publiques ou de l'augmentation de la productivité dans les services publics. L'enseignement supérieur, et aussi post-universitaire, la recherche appliquée et fondamentale, doivent être spécialement soutenus en tant que champs de bataille de la connaissance. Faute de prendre toutes ces mesures, si les investissements nécessaires à une productivité à long terme ne sont pas réalisés, si les gains de productivité ne sont pas redistribués suivant des normes de régulation restrictives pour assurer un relèvement de la demande, l'économie de l'UE court le risque de nouvelles crises et d'une diminution graduelle et continue de la croissance, avec toutes leurs conséquences socio-économiques négatives.

## 2 Résumé scientifique

Ce projet a été lancé avec une très ambitieuse série de sujets de recherche, couvrant un spectre de questions extrêmement large. Au vu du temps disponible et des ressources assez limitées, l'équipe a décidé de concentrer ses efforts sur la collecte de connaissances existantes, sur leur synthèse et sur leur adaptation aux besoins spécifiques de l'ORATE, n'ajoutant des recherches originales qu'au fil des nécessités. Un certain nombre d'approches intéressantes ont néanmoins été explorées, et une série de données nouvelles (pour l'ORATE) a été analysée.

### 2.1 Principaux concepts

Les concepts étudiés dans ce rapport sont bien résumés par la pyramide présentée dans la section 1.6.

Le concept central dans le débat politique actuel, mais également dans bon nombre de recherches sur le développement économique régional, est le concept de "**compétitivité régionale**". Ce concept n'est pas clairement défini et nous avons dès lors décidé de l'inscrire dans une appréhension plus générale du développement régional, qui englobe la question des objectifs réels du développement économique régional (y compris ses possibles effets négatifs, notamment les effets sociaux et environnementaux) et des moteurs qui l'animent. La compétitivité régionale devient donc un processus dynamique plutôt qu'un état statique, et la compétitivité d'une région peut par conséquent varier sans arrêt, y compris du fait de processus rétroactifs internes au système.

Une notion importante indispensable pour comprendre la compétitivité est celle de **productivité**. Certains auteurs affirment qu'en fait la compétitivité régionale n'est rien d'autre que la productivité. Même si là-dessus nous adoptons une position plus nuancée, nous pensons que les gains de productivité et la manière dont ils se répartissent entre les différents facteurs de production sont un – sinon *le* – "moteur" essentiel du développement d'une région. C'est l'augmentation de la productivité qui permet de créer plus de valeur ajoutée, qui peut alors être distribuée en salaires plus élevés, ce qui peut donc générer une demande accrue, en investissements accrus, ce qui peut donc générer plus d'innovation, ou en temps libre accru, ce qui peut (peut-être) générer plus de bien-être.

Pour voir les manières dont les politiques peuvent influencer le développement régional, nous utilisons le concept de "**moteurs**" pour définir les leviers qui paraissent les plus déterminants pour la "réussite" économique d'une région.

## 2.2 Méthodologies

Concernant l'analyse statistique, plusieurs approches qui n'ont pas encore été utilisées sous cette forme dans l'ORATE ont été explorées. Aucune de ces approches n'est nouvelle du point de vue scientifique, mais elles sont intéressantes pour la recherche en économie spatiale en Europe et pourraient être utiles pour des études futures.

### - Analyse des données sectorielles

La principale nouveauté (et le plus grand défi) de ce projet en termes d'analyse statistique est l'utilisation de données très détaillées sur la valeur ajoutée par secteur à l'échelle régionale. Après de longs mois d'efforts, l'équipe a réussi à créer une base de données des valeurs ajoutées régionales ventilées en 25 secteurs, et ceci au niveau NUTS2 ou même NUTS3 (avec quelques exceptions en Allemagne, où le seul niveau disponible était NUTS1). En dépit des limites qui subsistent encore du fait de la résolution spatiale et sectorielle, ces données donnent une vue beaucoup plus détaillée de la localisation des activités économiques en Europe que les données en 5 secteurs utilisées jusqu'à présent.

La constitution de cette base de données a nécessité des contacts avec de nombreuses sources de données nationales, et parfois le recours à des données sur l'emploi pour estimer les données de valeur ajoutée à l'échelle régionale souhaitée. Ceci soulève évidemment la question de la productivité, et se base sur l'hypothèse que la productivité varie plus entre secteurs qu'entre régions. Ces efforts sont un bon exemple de manière de récolter des données en combinant des sources différentes et en utilisant différentes méthodes d'estimation.

- Indicateur de "richesse annuelle disponible par région"

L'équipe a aussi utilisé un indicateur expérimental développé par Axel Behrens d'Eurostat (Behrens, 2003). Cet indicateur donne une estimation du flux de richesse annuel vers chaque région. Alors que le PIB/habitant normalement utilisé est une mesure de la production de richesse dans une région (pas nécessairement produite par la population de la région qui constitue le dénominateur du PIB/habitant), cet indicateur expérimental tente de représenter le volume réel de nouvelle richesse matérielle dont dispose la population d'une région. Il le fait en répartissant entre régions le revenu net du pays pour l'ensemble des secteurs (prenant donc déjà en compte le bilan des flux avec le reste du monde) sur base de la répartition des revenus des ménages, qui est connue, et d'une estimation très grossière de la répartition entre régions du restant de ce revenu net, utilisant la taille de la population comme clé de répartition.

Cet indicateur donne comme résultat une idée des transferts entre régions.

- Localisation du siège central des compagnies Forbes 2000

Plusieurs autres projets ORATE ont utilisé une forme ou une autre de données relatives à la localisation du siège central des entreprises multinationales. Pour ce projet, l'équipe a cependant approfondi l'approche en utilisant un échantillon d'entreprises plus étendu (Forbes 2000) et en analysant leur répartition sectorielle, ce qui donne donc une idée plus détaillée de la localisation des plus grandes entreprises en Europe. Cette analyse a été réalisée sur base des pages du site internet de Forbes<sup>9</sup> qui décrivent séparément chacune des entreprises.

- Analyse de la part des différentes échelles dans la variance

Une méthodologie très simple, mais intéressante, a été utilisée pour étudier le niveau des variations entre échelles. Elle se sert de la variance comme indicateur, et mesure la proportion de la variance expliquée à chaque échelle. La méthode se présente comme suit:

- Calculer la variance entre les unités de la plus petite échelle pour l'ensemble de l'espace étudié (exemple: la variance entre régions NUTS 3 dans l'espace ORATE) – c'est la variance totale à "expliquer".
- Pour chaque échelle, calculer la variance entre unités au sein de l'unité d'échelle immédiatement supérieure correspondante (exemple: les NUTS 0 dans l'espace ORATE, les NUTS 1 dans chaque NUTS 0, etc.).
- La somme de ces variances doit être égale à la variance totale calculée dans l'étape 1. On peut ainsi calculer la proportion de chaque variance dans le total.

Cette méthode n'explique évidemment pas les causes des variances, mais elle indique à quelle échelle il faut chercher cette explication.

- Cartographie des chiffres absolus (cercles proportionnels)

La communauté ORATE a produit très peu de cartes de chiffres absolus, la plupart des cartes montrant des intensités ou des niveaux régionaux comparés à une moyenne européenne. Pour le thème du développement économique, cela a conduit à un certain nombre de cartes décrivant la croissance économique d'une manière qui fait croire au lecteur non initié que les pays de l'Est sont le moteur de l'activité économique en Europe, alors que les forts taux de croissance de ces régions peuvent s'expliquer (en partie) par un niveau de départ très bas.

C'est pourquoi l'équipe a décidé de compléter cette approche choroplèthe par une autre approche utilisant des cercles proportionnels pour donner une idée de la croissance absolue du PIB, combinée avec une information sur le taux de croissance. Ceci modifie sensiblement les images, et montre que la croissance de la production européenne est pour l'essentiel toujours concentrée dans le pentagone.

---

<sup>9</sup> <http://www.forbes.com>

## - Modélisation de l'impact des politiques

Réflexions générales:

Il est très important de bien réaliser les problèmes méthodologiques qu'implique toute tentative d'étudier les impacts des politiques. Ce sont essentiellement:

- l'absence de contrefactuels: nous ne sommes pas en mesure d'étudier des régions identiques où la politique n'aurait pas été appliquée mais où tous les facteurs seraient les mêmes. Cela seul suffit pour affirmer qu'aucune analyse d'impact de politique ne peut être de nature scientifique positiviste (falsifiable)!
- l'interdépendance entre politiques UE, nationales et régionales: on peut raisonnablement penser que des politiques nationales peuvent être mises en œuvre pour soutenir des industries ou des régions données face aux effets de la politique d'intégration économique de l'UE. Il est dès lors difficile de distinguer les effets de la politique de niveau UE de ceux des politiques nationales. De même, des politiques régionales peuvent être mises en œuvre par les nations ainsi que par l'UE en réponse aux effets que peuvent produire des politiques de niveau UE, comme la politique monétaire commune par exemple.
- le décalage dans le temps: la plupart des politiques ne surviennent pas comme des chocs dans l'économie. Elles peuvent donc être anticipées bien avant leur entrée en vigueur: l'instauration de la monnaie unique a par exemple été anticipée avant 1999, ce qui veut dire que les acteurs de l'économie, tant publics que privés, ont pu adapter leur comportement en fonction de la politique. Ceci pose la question de savoir quand on peut s'attendre à observer les effets d'une politique.

Ceci signifie que la seule manière d'étudier l'impact des politiques est de partir de modèles théoriques représentant ces impacts et ensuite, soit de tester les hypothèses dérivées de ces modèles théoriques en analysant l'évolution dans le temps de quelques variables d'approximation, soit de construire des modèles de simulation sur une base théorique.

- Modèle d'impact simplifié

Dans l'idée d'explorer quelques techniques d'évaluation ex-post de l'impact des politiques faciles à utiliser et simples à comprendre, l'équipe a élaboré un modèle très simpliste, qui évalue l'impact de variations du taux d'intérêt sur différentes régions et le rôle que la structure sectorielle joue dans la détermination de cet impact. Il faut voir ce modèle avant tout comme un exemple d'approche possible de l'évaluation ex-post. Il donne cependant déjà quelques éclairages intéressants sur les effets de la politique monétaire européenne.

- Application de MASST

Le projet s'est également servi du modèle MASST (Macroéconomique, Social, Sectoriel et Territorial) développé par le projet 3.2. Il s'agit d'un modèle économétrique utile pour mesurer les impacts des évolutions économiques naturelles aussi bien que des interventions normatives sur les taux de croissance économique de l'ensemble de l'Europe, des pays de l'UE27 (NUTS 0) et des zones de niveau NUTS 2. Dans ce projet, le modèle a été pour la première fois appliqué pour simuler des interventions politiques spécifiques. Même si ces simulations ne peuvent pas modéliser un équilibre macroéconomique général, et ne peuvent par conséquent pas prendre en compte une combinaison complète de politiques, elles sont utiles en tant qu'exercices conçus ex-ante pour étayer les réflexions sur les politiques, en suggérant des impacts possibles de politiques données.

- Etudes de cas et analyse de budgets

L'équipe a eu recours à des études de cas pour explorer les politiques régionales. Il a été extrêmement difficile de réellement étudier les impacts à ce niveau, ce qui a donc amené à axer le travail essentiellement sur la nature des politiques. Cela s'est fait en passant la littérature en revue et en prenant contact avec des experts, mais également en analysant les budgets régionaux. Cette méthodologie s'est avérée très ambitieuse en regard des situations extrêmement diverses en matière de gouvernance et d'arrangements budgétaires en Europe. Elle a malgré tout donné une idée des priorités politiques de certaines régions, et s'est révélée être une approche intéressante qui pourrait donner un aperçu de la gouvernance régionale au-delà du discours et des seules questions de participation, si (et c'est un grand si) les ressources permettaient de rassembler un échantillon de budgets régionaux beaucoup plus large.

- Meta-analyse

Le projet a entrepris d'explorer les facteurs qui déterminent les décisions de localisation des entreprises à l'aide d'une meta-analyse basée sur les enquêtes existantes en Europe. Cette approche s'est avérée difficile parce que la littérature scientifique portant sur de telles enquêtes est rare, l'essentiel étant plutôt du type "littérature grise", difficile à utiliser pour une meta-analyse scientifique.

La méthodologie pourrait cependant être intéressante à explorer pour de futures études ORATE dans des domaines où les données sont plus directement accessibles, parce qu'elle permet de réaliser des analyses pour l'ensemble de l'espace ORATE avec des ressources assez limitées.

- Entrées / sorties

Au vu des difficultés rencontrées en essayant de réaliser une meta-analyse, la décision a été prise de recourir à une méthode alternative pour étudier les facteurs de localisation des entreprises: la littérature relative à ce que l'on appelle les "entrées / sorties". Cette littérature se sert de méthodes économétriques pour déterminer les relations entre, d'une part, différentes variables caractérisant une région, et, d'autre part, l'entrée de nouvelles entreprises, soit créées soit venant de l'extérieur. A cause du très petit volume de données de niveau régional disponibles pour l'espace ORATE, l'équipe n'a pas pu réaliser cette analyse, et il a été décidé de passer en revue la littérature relative aux analyses existantes, même si celles-ci se limitent à certains pays seulement.

Une telle analyse pourrait toutefois être possible dans le futur, si pas sur le nombre d'entrées, au moins sur le solde des naissances et des disparitions d'entreprises sur plusieurs années, sur base des données statistiques sur la structure des entreprises de la base de données Regio d'Eurostat. Bien que la couverture régionale et temporelle de cette base de données ne soit actuellement pas assez complète pour permettre une analyse sur l'entièreté de l'espace ORATE, cela devrait être possible dans un futur proche.

### **2.3 Typologies**

L'équipe a élaboré deux typologies, une au niveau régional et une au niveau national.

#### **Typologies sectorielles**

La typologie sectorielle est basée sur la ventilation des données de valeur ajoutée entre 25 secteurs économiques (NACE). Deux typologies ont été développées, une en 20 types donnant une vue plus détaillée des structures économiques sectorielles des régions d'Europe, et une en 7 types donnant un aperçu plus synthétique. Ces typologies ont été élaborées en combinant analyse en composantes principales, groupement hiérarchique et ajustements manuels destinés à corriger les particularités des données.

Les différents types se caractérisent par leur structure sectorielle spécifique, exprimée pour chaque secteur comme le pourcentage qu'il représente dans la valeur ajoutée totale du type divisée par le pourcentage qu'il représente dans la valeur ajoutée totale de l'ensemble de l'espace ORATE. Nous soustrayons ensuite 1 de ce rapport afin d'obtenir une valeur négative pour les secteurs qui sont "sous-spécifiques" pour ce type et une valeur positive pour ceux qui sont "sur-spécifiques". Ceci permet de distinguer facilement les structures des différents types.

## **Typologie de la régulation économique**

Une seconde typologie a été élaborée pour le niveau national à cause de l'insuffisance de données régionales. Cette typologie, qui adopte une approche régulationniste du développement économique, porte sur un éventail de données plus variées que la précédente. Les thèmes suivants sont inclus:

- Inégalités de revenus
- Performances environnementales
- Performances sociales
- Performances économiques
- Structures économiques
- Stratégie de Lisbonne
- Régulation et gouvernance
- Type de commandement économique

Les données relatives à ces thèmes ont été soumises à deux analyses en composantes principales successives, une par thème lors du premier tour et ensuite une pour les premières composantes de chaque thème lors du second tour. Ceci donne une vue synthétique, avec un poids égal pour les différents thèmes.

## **2.4 Indicateurs utilisés / développés**

A côté de la récolte et de la cartographie des données sectorielles, les indicateurs suivants ont été élaborés, de manière expérimentale du moins, dans le cadre du projet.

- Indicateurs de 'performances' économiques

Comme le reflète la typologie de la régulation économique, mesurer les "performances" économiques d'une région va au-delà de la mesure du PIB par habitant. C'est pourquoi nous proposons une série d'indicateurs différents, pour essayer de dresser un tableau plus complet du développement économique régional. La liste initiale des indicateurs proposés comporte:

- Productivité du travail
- Taux de marge
- Intensité capitalistique
- Rentabilité économique
- Accumulation
- Salaires réels
- Part des salaires
- Efficience du capital

Du fait des limitations dans les données, nous avons dû réduire l'analyse aux quatre indicateurs suivants: productivité du travail, taux de marge, taux d'accumulation et part des salaires dans le PIB. La plupart des données utilisées pour construire ces indicateurs proviennent des tableaux de statistiques sur la structure des entreprises de la base de données Regio d'Eurostat. A l'avenir, cette base de données devrait permettre de développer des séries temporelles.

- Indicateur expérimental de richesse régionale

Nous sommes partis du travail d'Axel Behrens, d'Eurostat, en nous servant de son indicateur expérimental de richesse régionale pour décrire la répartition de la richesse créée annuellement, et non pas sa production. Cet indicateur cherche à déterminer où va réellement le PIB produit chaque année, y compris par le biais des mécanismes de transfert publics et privés. Il est basé sur des données sur le revenu national net de tous les secteurs (Etat, entreprises et ménages) et sur la répartition par région des revenus des ménages et de la population. Tous les pays ne donnent pas toutes les données requises, et par conséquent ils ne figurent pas tous sur les cartes que le GPT a élaborées, mais les données disponibles donnent déjà une bonne idée de l'utilité d'un tel indicateur dans le cadre plus large du débat sur la richesse économique disponible (mais pas nécessairement produite) dans chaque région.

### **3 Travail en réseau**

Grâce à la composition du GPT, l'équipe a profité de l'expérience de plusieurs autres projets ORATE, principalement les projets 3.2 et 3.3.

L'utilisation du modèle MASST est un exemple évident de fertilisation croisée entre projets, et les discussions qui ont eu lieu au sein du projet 3.3 autour du concept de compétitivité régionale ont éclairé certains travaux du présent projet.

Plusieurs discussions intenses concernant les hypothèses et les résultats du projet ont eu lieu lors des séminaires ORATE de Manchester et de Salzbourg, plus particulièrement avec des membres du GPT 1.2.3.

Chaque réunion du GPT a bien entendu aussi été l'occasion de développer davantage notre réflexion au sujet du développement régional et de la "compétitivité". L'éloignement géographique entre les équipes de recherche ainsi que leurs autres obligations (aucune d'entre elles n'a pu travailler à temps plein sur ce projet à cause des ressources limitées) ont toutefois limité le niveau de coordination théorique et d'appréhension commune.

### **4 Thèmes de recherche à poursuivre et lacunes à combler dans les données**

Toutes les questions de recherche soulevées dans le cadre de ce projet méritent d'être approfondies. Dans la plupart des chapitres sont développées des réflexions au sujet de thèmes possibles pour de futures recherches, et les lacunes dans les données en sont une partie importante. Voici quelques réflexions essentielles:

- exploiter les statistiques sur la structure des entreprises de la base de données Regio d'Eurostat

Cette base de données contient les indicateurs suivants avec une résolution sectorielle fine au niveau NUTS 2:

- Nombre d'unités locales
- Salaires
- Investissements bruts en biens matériels
- Nombre de personnes employées

Dans quelques années cette base de données contiendra de précieuses séries temporelles qui permettront d'étudier l'évolution structurelle des régions d'Europe, notamment à l'aide de certains des indicateurs présentés ci-dessus. Pour le moment il y a cependant encore pas mal de lacunes dans les données, ce qui limite quelque peu l'utilisation possible.

- La nécessité de disposer de parités de pouvoir d'achat régionales

Le travail sur des notions comme la richesse économique et le bien-être régionaux fait ressortir clairement la nécessité pressante de disposer de parités de pouvoir d'achat par région. Comparer le bien-être (matériel), ou les salaires, entre Paris et l'Auvergne ou entre Londres et les Cornouailles n'a tout simplement pas de sens si on ne tient pas compte du niveau des prix dans ces régions. Une première étape pourrait consister à rassembler des données sur le coût du logement, un des principaux postes de dépenses des ménages.

- La nécessité de récolter plus systématiquement des informations sur les dépenses publiques régionales

Comme l'ont déjà relevé d'autres projets ORATE (les 2.2.1 et 2.2.2 par exemple), l'absence de données régionales sur les dépenses publiques à toutes les échelles rend difficile la réalisation de toute analyse d'impact. Même si les dépenses ne sont pas la meilleure mesure d'une mise en œuvre effective, c'est un moyen d'approximation quantifiable, ce qui en fait dès lors un outil très utile pour analyser les politiques.

- La nécessité de surmonter le problème des changements de limites des NUTS pour les séries temporelles sur le long terme

L'analyse des évolutions économiques ne peut pas se baser seulement sur l'évolution entre 1995 et aujourd'hui. Il faut de plus longues séries temporelles, à la fois pour un travail économétrique sérieux et pour des analyses plus générales du développement des structures spatiales en Europe. Il est actuellement très difficile de comparer les données de PIB dans le temps, tant à cause des changements spatiaux que des changements dans la manière de calculer le PIB. Il faut certainement continuer à l'avenir à travailler sur une base de données sur le long terme qui réponde à ces problèmes, pour rendre possibles plus de recherches basées sur des séries temporelles plus longues.